

Lutte de classe

Union Communiste Internationaliste (trotskyste)

Textes du 44^e congrès de Lutte Ouvrière

● L'économie capitaliste en crise
De nouveaux pas vers le précipice

2

● Les relations internationales
La barbarie de l'impérialisme,
terreau de toutes les barbaries

8

● La situation intérieure

16

Annexe

● Eugene Debs : il parlait à la classe ouvrière
et au nom de la classe ouvrière

22



Soldats de « l'État islamique »
à Rakka en Syrie (été 2014).



L'armée ukrainienne contre les séparatistes à Kramatorsk
(avril 2014).

édité par
**LUTTE
OUVRIÈRE**

N° 164
décembre 2014
janvier 2015

2 €

Abonnements à *lutte de classe*

Pour un an

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM (voie aérienne) 21 €
- Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient 21 €
- États-Unis, Canada 25 €
- Autres : Amérique, Asie, Océanie 32 €

Pour envoi sous pli fermé : nos tarifs sur demande

Pour la France : tout versement à l'ordre de Lutte Ouvrière par chèque, mandat ou virement à :

LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R

CORRESPONDANCE

France

Lutte Ouvrière

BP 233

75865 Paris Cedex 18

Guadeloupe - Martinique

Combat Ouvrier

BP 213

97159 Pointe-à-Pitre Cedex

Guadeloupe

Site Internet de Lutte Ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union Communiste Internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

Notre « e-mail »

contact@union-communiste.org

LUTTE DE CLASSE

c/o Lutte Ouvrière

BP 233 - 75865 Paris Cedex 18

Édité par Éditions d'Avron - 6, rue Florian - 93500 Pantin

SARL au capital de 7622,45 € - Durée 50 ans

Gérant : Michel RODINSON

Associés : René MARMAROS,

Isaac SZMULEWICZ, Jean-Claude HAMON

Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson

Impression : IMS - 93500 PANTIN

Commission paritaire des Publications n° 0419 P 11453

Tirage 5 000 exemplaires

Le 44^e congrès de Lutte Ouvrière

Ce numéro rassemble les textes adoptés lors du 44^e congrès de Lutte Ouvrière, qui s'est tenu les 6 et 7 décembre derniers.

Après avoir été largement discutés dans notre organisation, trois textes d'orientation politique étaient soumis à notre congrès :

- L'économie capitaliste en crise
De nouveaux pas vers le précipice
- Les relations internationales
La barbarie de l'impérialisme, terreau de toutes les barbaries
- La situation intérieure

Ils ont été adoptés à l'unanimité, témoignant ainsi d'une cohésion politique dont nous nous félicitons. Nous les publions intégralement dans ce numéro.

Une partie importante de ce congrès a été consacrée aux interventions de militants de l'Union communiste (internationaliste), en outre-mer (Antilles françaises, île de La Réunion) et à l'étranger : Allemagne, Belgique, Côte d'Ivoire, Espagne, États-Unis, Grande-Bretagne, Haïti, Italie et Turquie. Partout, la crise de l'économie capitaliste frappe durement les classes populaires : licenciements, baisse du pouvoir d'achat, recul de l'âge de la retraite, précarité généralisée. Et partout, de nouvelles attaques sont en préparation. Et quand les gouvernements parlent de « reprise », comme aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, c'est que les profits sont au vert et que la spéculation bat son plein, pas que le chômage se résorbe. Et dans plusieurs régions du monde, ce sont tout simplement les États qui se désagrègent et la société qui se délite.

Alors que les grands partis n'envisagent leur politique que dans le cadre du capitalisme, dans le respect de la loi du profit et de la concurrence, notre congrès a réaffirmé l'objectif de la construction d'un parti représentant les intérêts de la classe ouvrière.

Le congrès a également élu la direction de Lutte Ouvrière : comité central et comité exécutif.

Le 9 décembre 2014

L'économie capitaliste en crise

De nouveaux pas vers le précipice

Malgré quelques rebonds, réels ou imaginés, l'économie capitaliste ne parvient pas à sortir de la phase d'aggravation de la crise déclenchée par la crise financière de 2008.

Dans l'Union européenne, le taux de croissance moyen du produit intérieur brut (PIB) sur six ans est proche de zéro.

Cette moyenne cache des disparités même entre les pays impérialistes d'Europe occidentale : le PIB de l'ensemble de la zone euro, par exemple, est encore, au deuxième trimestre 2014, de 2,5 % inférieur à son niveau du début de 2008.

En Espagne et en Italie, le recul est respectivement de 9,1 % et de 6,3 % (*Alternatives économiques – octobre 2014*).

Le PIB étant une notion vague, plus importants encore sont les indices qui mesurent la production industrielle. Ils sont plus nettement encore sous le niveau d'avant 2008.

Les investissements des entreprises privées ont subi un coup de frein brutal après la crise financière. Ils ne s'en sont pas encore remis. Contraction « sans précédent depuis la création de la zone euro ». (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales – CEPII). Le même CEPII ajoute que « l'Europe n'est pas la seule région concernée. La faiblesse mondiale de l'investissement a été mise en avant par la présidence australienne du G20 en 2014. Elle a également été relevée par le FMI comme une source (...) d'affaiblissement de la croissance potentielle dans le monde développé. »

Et le chœur des dirigeants politiques et des économistes commentateurs de surenchérir : « Relancer l'investissement reste donc en 2015 un enjeu de politique économique majeur... »

Eh oui, mais comment ?

Les entreprises capitalistes n'investissent pas parce qu'elles ne croient pas à un élargissement du marché.

Quant aux États, ils ne le peuvent pas parce qu'ils sont endettés jusqu'au cou. Ils en sont, au contraire, à sabrer dans leurs dépenses, y compris dans les dépenses d'investissement indispensables dans les services publics, dans les infrastructures.

Si, pendant quelques années, l'Allemagne s'en est mieux sortie que les autres pays de l'Union

européenne, en cette année 2014, elle est en train de basculer vers la récession.

Cependant, même pendant les années où le PIB allemand était encore en croissance relative par rapport aux autres pays d'Europe et où sa capacité d'exportation était citée en exemple en France – principalement pour justifier les discours sur la nécessité d'une plus grande compétitivité pour les salariés d'ici –, l'Allemagne était en train de prendre du retard en matière d'investissements.

Le taux d'investissement du secteur privé est passé, entre 2000 et 2013, de 21 % à 17 % malgré l'accumulation réalisée grâce à ces exportations.

Le recul des investissements publics est plus grave encore. En 2013, leur part dans le PIB ne représente que 1,6 %, nettement inférieure à la moyenne de la zone euro (2,1 %). Et le comble : la part des investissements publics par rapport au PIB en Allemagne est même inférieure à celle de la Pologne ou de la... Grèce ! (statistiques Eurostat).

Le résultat en est une détérioration rapide des infrastructures en Allemagne qui est en train de devenir un handicap pour l'économie allemande. Comme le résume la publication *Der Spiegel* : « Les industriels allemands vendent des voitures et des machines d'excellente qualité dans le monde entier mais, quand une école se dégrade, ce sont les parents qui doivent financer les travaux. Les entreprises et les ménages possèdent des milliards d'euros mais un pont autoroutier sur deux a grand besoin d'être rénové. » (cité par *Courrier international*).

L'Allemagne peut encore se vanter d'un taux de chômage qui reste inférieur à la moyenne de la zone euro. Mais une partie au moins de ce bas niveau de chômage est due aux lois Hartz réduisant la durée de versement et le montant des allocations-chômage et imposant des emplois sous-payés, des mini-jobs à temps partiel. La prétendue victoire sur le chômage consiste pour l'essentiel à livrer au patronat allemand une main-d'œuvre bon marché.

La reprise de l'économie des États-Unis, présentée par les économistes bourgeois comme un espoir, n'en est véritablement une que pour les profits des entreprises. Ils sont revenus à leur

niveau le plus élevé depuis 1947. Les entreprises ont utilisé leurs profits records pour enrichir leurs actionnaires, distribuant 900 milliards de dollars en dividendes en 2013, environ 100 milliards de plus que ce qu'elles distribuaient dans les années fastes d'avant la crise.

Les trente sociétés de l'indice Dow Jones ont racheté pour 211 milliards de leurs propres actions en 2013, pour le bonheur des vendeurs et des autres actionnaires.

Bien plus important pour les masses ouvrières dans le bilan des dernières années de crise est le chômage.

L'administration Obama s'est targuée d'une baisse du chômage aux États-Unis : 5,9 % en septembre 2014 représentant une diminution de 1,3 % en un an. Cela représente tout de même 9,3 millions de chômeurs dans la principale économie capitaliste du monde.

En réalité, même les statistiques officielles reconnaissent qu'il y a en plus 7,1 millions de salariés à temps partiel imposé – en fait, des chômeurs partiels – et que le nombre de ceux qui, découragés, ne cherchent plus du travail, est de 2,2 millions. Le taux de chômage réel est le double des 6 % annoncés.

Plus significative que le taux de chômage est l'évolution du nombre de salariés à temps plein. En 2007, il y en avait 121 millions. En septembre 2014, ils étaient 119,8 millions, chiffre en baisse alors que la population américaine a augmenté de 18 millions de personnes.

Derrière les manipulations statistiques – dont les États-Unis n'ont certes pas le monopole –, la réalité est que la proportion d'Américains en âge de travailler qui occupent un emploi n'a jamais été aussi faible depuis 1978.

Pendant plusieurs années, un certain nombre de pays émergents ont été présentés comme les moteurs de la croissance mondiale. Présentés sous l'acronyme BRICS pour Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud – auxquels parfois on ajoute la Turquie, l'Indonésie, voire la Corée du Sud –, ils sont en train de faire mentir les optimistes qui voyaient en eux un espoir pour l'économie capitaliste mondiale.

Le taux de croissance officiel en Chine reste encore élevé. Mais il est en diminution. À quelque 10 % entre 2000 et 2010, il tourne cette année autour de 7 %.

Quelle est dans cette croissance du PIB la part du développement industriel – réel – et celle de l'immobilier avec les hausses de prix et la spéculation qui l'entourent ? Par bien des aspects, le taux de croissance élevé du PIB de la Chine rappelle celui de l'Espagne il y a quelques années, lorsque ce pays caracolait en tête en Europe

occidentale... Jusqu'à l'éclatement de la bulle immobilière, l'effondrement du secteur, l'arrêt des constructions entraînant dans la récession toute l'économie espagnole.

Or, dans l'immobilier, qui compte pour environ 15 % dans le PIB chinois, la crise semble avoir déjà commencé. Dans un grand nombre de villes importantes, le volume des transactions a baissé brutalement durant le premier trimestre 2014, mettant un coup d'arrêt à la frénésie de construction. Étant donné l'endettement très lourd des collectivités locales qui ont largement financé cette fièvre immobilière, la menace d'une crise financière et bancaire grave se dessine.

La Chine joue depuis plusieurs années un rôle d'entraînement vis-à-vis notamment de l'Afrique subsaharienne et du Brésil. Une part importante des exportations des matières premières d'Afrique s'est faite pour répondre à la demande chinoise (50 % pour les minerais, 25 % pour le pétrole brut). Quant au Brésil, 20 % de ses exportations étant dirigés vers la Chine, le simple ralentissement de la croissance chinoise se traduit automatiquement par un ralentissement plus grave. Cette raison, avec d'autres, fait que le Brésil s'enfoncé dans la récession.

Voilà que cette année, les BRICS se fissurent... Le Brésil est en récession. L'économie russe est frappée tout à la fois par la baisse du prix du pétrole, sa principale ressource, et par l'état de guerre avec l'Ukraine et les conséquences des mesures punitives occidentales. En Inde, la croissance chute à son plus bas niveau depuis dix ans.

Le recul mondial de la production se traduit par une baisse des prix des matières premières. L'indice des prix des métaux a perdu 9,6 % sur un an. Le prix du minerai de fer a chuté de 41 % cette année, son plus bas niveau depuis 5 ans (statistiques MinerallInfo).

Dans ces secteurs, la production est sous le contrôle de grands trusts internationaux, dont l'industrie pétrolière est l'archétype. Ces trusts réagissent par une politique malthusienne qui a pour conséquences des fermetures de mines, notamment pour le fer, et des licenciements qui affectent l'économie des pays producteurs.

Les grandes entreprises capitalistes dont les profits sont élevés mais qui n'investissent pas sont gorgées de liquidités. *Le Monde Économie* a estimé il y a quelque temps à 2 000 milliards de dollars (1 443 milliards d'euros) le montant des liquidités accumulées ces dernières années par les 2 300 plus grosses entreprises américaines non financières. Un chiffre qui, affirme *Le Monde*, « donne le vertige ... (car) il représente l'équivalent du produit intérieur brut de la Russie. Un trésor de guerre gigantesque qui ne demande

aujourd'hui qu'à être investi. » À ceci près qu'il ne s'agit pas d'investissements au sens de la création de nouveaux moyens de production mais, au mieux, de rachats d'entreprises existantes, au pire, de placements spéculatifs. L'évolution de la réalité économique est dissimulée par le glissement sémantique.

Par-delà l'infinie diversification de la production et de la consommation depuis Marx, par-delà la sophistication du marché financier, l'économie capitaliste se heurte à la contradiction fondamentale de son fonctionnement : celle entre la capacité d'accroître la production qui est illimitée et les limites du marché, c'est-à-dire de la consommation solvable. Les entreprises capitalistes ont beau avoir largement de quoi investir, elles ont beau avoir, avec un nombre croissant de chômeurs, de la main-d'œuvre disponible, elles n'investiront pas si elles ne peuvent pas vendre la marchandise produite avec bénéfice. Or, le marché global ne s'élargit plus depuis des décennies, ou très peu. Et depuis l'aggravation de la crise à partir de 2008, l'accroissement du chômage et les multiples mesures attentatoires au pouvoir d'achat des masses populaires réduisent encore la capacité de consommation solvable des grandes masses.

Les mêmes lois fondamentales du fonctionnement capitaliste de l'économie poussent en permanence la classe capitaliste à transformer les profits accumulés en capitaux susceptibles de rapporter de nouveaux profits. La saturation des marchés de la consommation populaire n'incitant pas à investir dans la production, les profits accumulés en capital s'orientent de plus en plus vers l'utilisation financière. Les offres agressives pour tenter de mettre la main sur les entreprises concurrentes en font partie.

Le journal *Les Échos* constate que « OPA : les attaques hostiles, atteignent un pic historique dans le monde. Attaquer pour se défendre, c'est la règle qui s'impose sur le marché des fusions acquisitions. Depuis le début de l'année, 545 milliards de dollars de valeurs combinées d'entreprises ont été ainsi visés dans des acquisitions agressives. Jamais les tentatives de prise de contrôle hostiles n'ont atteint cette échelle, même dans les années 2000, voire 1970. »

Ces opérations ont pour conséquence, comme dans toutes les crises de l'économie capitaliste, un accroissement de la concentration des capitaux. Cette concentration ne se traduit pas par une rationalisation de la production. Elle est, pour l'essentiel, financière. D'après Attac, 147 multinationales contrôlent 40 % de l'économie mondiale. La capacité de montrer sa puissance financière en absorbant ses concurrents devient un élément de la spéculation boursière.

L'accumulation du profit des entreprises qui les met ainsi à la tête de liquidités considérables est dégagée par l'exploitation renforcée des travailleurs : par la compression des salaires, par la flexibilité, par l'accroissement du rythme du travail.

Pour la grande bourgeoisie qui monopolise la propriété des usines, des machines et des moyens de production, démolir les conditions d'existence des travailleurs est un impératif pour sauvegarder et accroître sa fortune malgré la crise.

Pour les actionnaires des grandes entreprises, la crise n'est pas une calamité, mais une opportunité à saisir. C'est grâce à la crise que les entreprises les plus puissantes mettent la main sur les plus faibles pour concentrer le pouvoir économique entre les mains d'un nombre restreint de grands bourgeois.

L'impossibilité pour l'économie capitaliste de surmonter sa crise, voilà la raison fondamentale de l'aggravation de la guerre de classe menée par la classe capitaliste contre les travailleurs et de la paupérisation des classes populaires qui en découle.

Dans cette guerre de classe, les États sont entièrement au service des intérêts de la grande bourgeoisie : non seulement ils donnent aux entreprises privées tous les moyens d'aggraver l'exploitation en réduisant les quelques prestations légales mises en place dans des périodes plus prospères de l'économie capitaliste pour sauvegarder la paix sociale, mais ils font eux-mêmes office d'huissiers pour prélever sur la classe ouvrière, et plus généralement sur les classes populaires, de quoi alimenter la finance.

Tous les États du monde capitaliste mènent une politique d'austérité. Derrière les multiples formes sous lesquelles cette politique est menée et la variété des « justifications » mensongères des dirigeants politiques qui l'imposent, il y a le même mécanisme fondamental qui draine des sommes croissantes des classes populaires vers le grand capital.

« Rembourser la dette », assurer le versement continu des intérêts, c'est le leitmotiv d'une économie capitaliste décadente et en crise. Il est imposé par les États et repris en chœur comme une vérité élémentaire par le personnel politique et par les médias. Derrière ce leitmotiv, il y a le capital financier qui prélève avec brutalité sa dîme sur toute la société sans même en passer par la production et par l'exploitation directe.

La première conclusion à en tirer pour les travailleurs est que l'aggravation de l'exploitation, conjuguée à la pression financière croissante des États, est une vis sans fin. Rien ne peut les freiner, hormis des explosions sociales qui

menaceraient l'ordre bourgeois dans son ensemble. Tout programme de défense pour les travailleurs doit reposer sur la conscience claire qu'en cette période de crise, la classe capitaliste est poussée, par le fonctionnement même de son économie, à s'attaquer toujours plus violemment aux conditions d'existence de la classe ouvrière. Il n'y a rien à attendre de la bourgeoisie et d'aucun des courants politiques qui se placent dans le cadre du capitalisme.

La classe ouvrière ne pourra défendre son droit légitime à un emploi et à un salaire correct qu'en les imposant par la lutte contre le grand patronat et l'État. Le *Programme de transition*, formulé par Trotsky il y a plus de sept décennies dans une autre période de crise grave de l'économie capitaliste, garde toute son actualité. Contre le chômage, répartition des heures de travail entre tous les bras disponibles, sans diminution de salaire. Contre la baisse du pouvoir d'achat, échelle mobile des salaires et augmentation automatique en fonction des hausses de prix.

Du fait que ces exigences mettent directement en cause la dictature du capital sur les entreprises et, par là même, la propriété privée des grands moyens de production, elles ont un caractère éminemment révolutionnaire. Voilà pourquoi elles sont combattues par les défenseurs ouverts de la propriété capitaliste, et traitées d'utopiques par les défenseurs critiques du capitalisme.

Au-delà de la nécessité de défendre ses conditions d'existence contre la guerre de plus en plus féroce menée par la grande bourgeoisie dans ce contexte de crise, un autre problème bien plus vaste se pose pour la classe ouvrière.

La crise financière de 2008, qui a failli déboucher sur ce que les dirigeants politiques de ce monde appellent une « crise systémique », n'est que le dernier en date des multiples soubresauts de l'économie capitaliste.

Cela fait maintenant quarante ans que l'économie capitaliste va de crises financières en périodes de récession. Les crises sont de plus en plus fréquentes et de plus en plus graves.

Les États sont impuissants et leurs gouvernements désarmés. Chaque initiative politique destinée à surmonter un problème en provoque un nouveau. Il n'y a pas eu d'effondrement brutal comme en 1929. La crise n'a cependant pas été surmontée, mais seulement étirée dans le temps.

Injecter du crédit, c'est-à-dire accroître l'endettement, a été le fil conducteur de toutes les initiatives destinées à suppléer la stagnation du marché. La financiarisation sans cesse croissante de l'économie qui en a résulté étouffe l'économie capitaliste.

Le montant de l'endettement prend des

proportions qui dépassent l'entendement. Il mesure le parasitisme du grand capital.

« *L'encours de la dette mondiale franchit le cap des 100 000 milliards de dollars* », signalait le journal *Les Échos* au mois de mars 2014, citant un rapport de la Banque des règlements internationaux (BRI), sorte de banque centrale des banques centrales. À ce niveau, les chiffres perdent toute signification. Sur ces 100 000 milliards, la dette des États représente à elle seule 43 000 milliards. Elle a été multipliée par 2,5 en à peine 12 ans !

Autrement dit, la dette publique de chaque être humain sur cette planète se monte à 6 142 dollars ! Chaque nouveau-né, y compris les plus pauvres dans les pays les plus pauvres, vient au monde avec cet endettement ! Et pendant ce temps-là, les dirigeants politiques pérorèrent sur la nécessité de « rembourser la dette »...

Ce montant mondial de la dette paraît irréel tant il est évident qu'il ne pourra jamais être remboursé. Au point que certains économistes en viennent à se demander s'il ne vaut pas mieux pour le système l'annuler totalement ou partiellement. En somme, généraliser à l'échelle du globe ce qui avait été fait pour un certain nombre de pays dans le passé et pour l'Argentine récemment.

L'État argentin s'étant déclaré en faillite en 2001, les créanciers – les grandes banques – avaient fini, au bout de plusieurs années de marchandages, par se mettre d'accord pour « restructurer » la dette de l'Argentine et accepter de voir réduite de 70 % la valeur de leurs créances. Mieux valait récupérer 30 % que rien du tout. En outre, la faillite de l'Argentine risquait d'en entraîner d'autres et d'aboutir à une catastrophe financière.

Mais si des créanciers, détenteurs de 93 % de la dette ont accepté cet accord, quelques fonds spéculatifs l'ont refusé. L'un d'eux au moins a les moyens de mobiliser une armada d'avocats d'affaires pour exiger le remboursement de ses créances à leur valeur nominale. Le bouquet est que le fonds en question n'a même pas prêté à l'État argentin, il a racheté sur le marché financier des titres de dette pour 50 millions alors que le prix de ces titres était au plus bas. La valeur nominale de ces reconnaissances de dette étant de 800 millions de dollars, cela représente un profit « modique » de 1 500 % !

Quelle est la production, quel est l'investissement productif qui peut en rapporter autant ? Pour totalement irresponsable que soit ce « fonds vautour », y compris à l'égard de l'intérêt général du système capitaliste, il incarne les lois et les valeurs d'un système économique où le profit est roi et où l'intérêt privé capitaliste est sacré. Quand

Lénine affirmait qu'un capitaliste est capable de vendre la corde pour le pendre, il savait de quoi il parlait.

Cet endettement mondial gigantesque a été accumulé au fil des soubresauts de la crise économique dont le dernier épisode est le crédit illimité ouvert au système financier par tous les États impérialistes au moment où, en 2008, le système bancaire mondial menaçait de s'effondrer (sous des formes différentes, ces crédits continuent provenant aussi bien la Banque fédérale des États-Unis que de la Banque centrale européenne). Il est mortellement dangereux pour la société et n'a aucune utilité pour l'économie capitaliste elle-même.

À en juger par les jérémiades des détenteurs de capitaux petits et moyens, obtenir du crédit est plus difficile que jamais alors qu'en même temps, jamais le monde capitaliste n'a disposé d'autant d'argent et de crédit en tout genre. Mais seuls les plus puissants sont admis à jouer dans la cour des grands. Le marché de la dette et des multitudes de titres qui la représentent – titres de dettes souveraines des différents États, obligations etc. – est devenu, pour ceux qui y ont accès, un gigantesque marché de substitution aux marchés des produits matériels et des services réels.

Après avoir accompli, il y a plus d'un siècle, son œuvre historique en développant l'économie à un degré jamais atteint auparavant, le capitalisme d'aujourd'hui est en train de retrouver certains aspects du fonctionnement précapitaliste du capital. L'usure est en train de prendre le pas sur la production. Il ne s'agit pas du comportement particulier de tel ou tel fonds, qualifié de vautour par ceux qui critiquent non pas le capitalisme mais ses « excès ». Il s'agit d'une tendance fondamentale du capitalisme d'aujourd'hui. Une évolution fondamentale qui fait que les crises ne jouent même plus le rôle d'antan de régulatrices de l'économie, régulatrices brutales mais régulatrices quand même. Le fait est que, depuis la première crise de surproduction qui a suivi les crises monétaires du début des années 1970, l'économie n'a pas connu une période de franche reprise.

Les débats actuels opposant ceux qui insistent sur la nécessité de faire des économies budgétaires pour rembourser la dette et ceux qui prônent une relance des investissements productifs sont dans une large mesure théoriques. S'il est possible que les États consacrent une part plus grande des budgets à de grands travaux au bénéfice du grand capital, celui-ci est tout aussi intéressé par le flux financier que lui vaut le remboursement de la dette. Le grand capitalisme ne choisit pas entre les deux. Et procéder à la fois à de grands travaux étatiques et rembourser avec

intérêts les sommes que les États doivent aux financiers ne peut se faire que dans des limites étroites, tout en se traduisant par une pression fiscale plus grande. Tout cela n'aboutira pas à un retour au plein-emploi et à un nouveau cycle de croissance de l'économie productive.

Même si certains de ces économistes déplorent l'étouffement de l'économie productive par la finance, la grande bourgeoisie n'en a que faire. Peu importe que le grand capital rapporte plus dans la finance que dans la production, du moment qu'il rapporte ! Et quelle que soit la forme sous laquelle apparaît le grand capital, on retrouve la même grande bourgeoisie derrière les grandes entreprises de production comme derrière les banques et le « marché financier ».

La grande bourgeoisie n'a que faire non plus que cette financiarisation, que l'importance prise par les crédits et les subventions étatiques fassent des éclopés même dans les rangs de la bourgeoisie petite et moyenne. À la guerre comme à la guerre, l'économie capitaliste a toujours été la jungle, même entre possesseurs de capitaux.

Ce qui inquiète, sinon la grande bourgeoisie, du moins ses porte-parole qui essaient de raisonner en fonction des intérêts généraux de leur classe, c'est que cette accumulation de dettes et de crédits finisse en crise financière, cette fois-ci « systémique ». En d'autres termes, que l'économie capitaliste rejoue le scénario catastrophe du fameux Jeudi noir de 1929, en pire.

Tous les commentateurs de l'économie, ou presque, s'attendent à un krach sans avoir cependant la moindre idée du secteur où éclatera en premier une des nombreuses bulles fabriquées par les injections massives de liquidités par les banques centrales. Cela viendra-t-il des marchés obligataires ? Des actions ? De la spéculation sur les changes ? Du marché des dettes souveraines ? Des « produits dérivés », c'est-à-dire de ces sortes de contrats d'assurance contre les aléas de la spéculation, devenus au fil du temps un support de la spéculation parmi les plus dangereux ?

Ou de celui de l'immobilier, point de départ déjà de la crise financière de 2008 ? Et qui, de nouveau, à force d'attirer les capitaux spéculatifs fait s'envoler les prix de l'immobilier ? Les valeurs immobilières passent depuis des temps immémoriaux pour des « valeurs sûres », et « investir dans la pierre », un placement de « bon père de famille ». C'est précisément cela qui en fait des objets de spéculation dans l'économie financiarisée où des capitaux considérables se déplacent au quotidien à la recherche de placements qui rapportent. Avec la globalisation de la finance, le marché de l'immobilier est aussi ouvert aux

capitaux internationaux que tous les autres marchés, et les sociétés d'investissement immobilier se sont multipliées, avec des titres qui s'achètent, se vendent et deviennent des supports de la spéculation.

Même sans l'éclatement d'une bulle spéculative dans l'immobilier, les classes populaires payent cher les conséquences de la spéculation qui fait monter les prix. Le capitalisme n'a jamais été capable de donner une réponse satisfaisante à « la question du logement », si vitale pour les travailleurs. Mais la financiarisation de l'économie et les hausses de prix que la spéculation provoque donnent à cette question un caractère dramatique.

Il y a près d'un siècle déjà, au moment où les rivalités impérialistes plongeait la planète dans une Première Guerre mondiale, Lénine qualifiait l'impérialisme de « *stade sénile du capitalisme* ». Faute d'avoir été détruit par le prolétariat révolutionnaire, ce capitalisme sénile continue à survivre. Les lois de la biologie ne sont pas décalquables à la société humaine : une forme d'organisation sociale même anachronique depuis longtemps, devenue sénile, ne disparaît que lorsque la classe privilégiée qui en

est bénéficiaire est renversée par une classe sociale porteuse d'une nouvelle forme, supérieure, de l'organisation sociale. L'humanité aura payé le retard de la révolution sociale par la crise de 1929, par la barbarie nazie, une deuxième guerre mondiale puis, après trois décennies d'accalmie relative, par une nouvelle crise économique et par la croissance extraordinaire du parasitisme de la finance avec toutes les menaces qu'elle recèle.

La question qui se pose à la société dépasse, et de très loin, la nécessité de défendre les conditions d'existence de la classe ouvrière, la principale classe productive de l'économie. Elle est celle de l'avenir de l'humanité.

La société ne se développe plus sur la base du capitalisme. L'avenir de l'humanité dépend de la capacité de la classe ouvrière de s'élever au niveau de la tâche historique qui lui incombe et où aucune force sociale ne peut la remplacer : celle de renverser la domination de la grande bourgeoisie et de remplacer l'économie capitaliste par une organisation économique qui permette à l'humanité de reprendre sa marche en avant.

21 octobre 2014



be angels

La Banque centrale européenne, comme les États, au service du parasitisme capitaliste.

Les relations internationales La barbarie de l'impérialisme, terreau de toutes les barbaries

La prolongation de la crise de l'économie capitaliste mondiale, qui partout se traduit par une exacerbation de la concurrence entre capitalistes, par une aggravation des inégalités, par un recul des conditions d'existence de larges masses exploitées, rend de plus en plus tendues et chaotiques les relations internationales. L'ordre impérialiste, remis en cause dans la violence en diverses régions du globe, dégage une forte odeur de décomposition.

Dans les grands pays impérialistes, les milieux dirigeants largement relayés par les médias entretiennent un climat guerrier. Il a commencé à se mettre en place après les attentats du World Trade Center en 2001. Dans la phraséologie officielle, le terrorisme, plus particulièrement le terrorisme qui se revendique du fondamentalisme islamique, remplace progressivement l'ex-Union soviétique comme principale menace contre la paix mondiale.

La multiplication de ces bandes armées, des talibans d'Afghanistan à Al-Qaeda, du nord du continent africain au Nigeria, au Cameroun, à certaines régions du sud-est asiatique, a donné à cette phraséologie des points d'appui.

Le rapide développement de l'« État islamique » (Daesh), en raison de la décomposition de l'État irakien et de l'affaiblissement de l'État syrien, grâce aussi au soutien financier à peine dissimulé de quelques fidèles alliés des États-Unis comme l'Arabie saoudite ou certains émirats du Golfe, et sa conquête d'une base territoriale ont donné aux puissances impérialistes l'occasion de mettre en place une coalition pour le combattre et faire intervenir leur aviation.

S'il est aussi inconsistant qu'intéressé de présenter l'« État islamique » comme une menace mondiale, la guerre régionale qui se déroule à la frontière de la Syrie et de l'Irak est une véritable guerre, avec ses morts et ses blessés, victimes aussi bien des bombardements occidentaux que des agissements des bandes armées de l'« État islamique », avec leurs massacres, leurs destructions et leurs flots de réfugiés.

La coalition des pays impérialistes et l'« État islamique » ont le même mépris des populations.

Prétendre que les bombardements des zones conquises par l'« État islamique » sont ciblés est un mensonge aussi cynique que l'ont été les affirmations similaires de l'armée israélienne concernant les bombardements de Gaza.

Les puissances impérialistes ne tolèrent pas la contestation, même si elles savent utiliser, manipuler voire susciter des bandes armées ou des groupes terroristes quand cela leur est utile. Mais ces bandes armées, une fois mises en place, mènent leur propre existence et ont leur propre raison d'être. Comme bien souvent, les chiens dressés peuvent se retourner contre leurs maîtres, entraînant la réaction de ces derniers. Il en fut ainsi des seigneurs de guerre islamistes, que les États-Unis avaient manipulés contre l'armée soviétique qui occupait alors l'Afghanistan. Il en fut ainsi, à une autre échelle, de Saddam Hussein : instrument des États-Unis pour intervenir contre l'Iran de Khomeiny, le dictateur irakien fut transformé en menace pour la paix mondiale et déboulonné par l'intervention des troupes américaines.

La férocité dont fait preuve l'« État islamique », la mise en scène macabre qui accompagne les décapitations et la large publicité donnée à ces actes par Internet sont l'expression du même mépris des peuples que celui dont les puissances impérialistes témoignent dans leur guerre. Mais elles ont aussi un objectif politique.

Cet objectif est, au premier degré, de s'imposer aux groupes rivaux et d'attirer dans sa sphère d'influence des bandes armées sévissant dans différentes régions du monde. S'imposer en quelque sorte comme le successeur de la nébuleuse Al-Qaeda de feu Ben Laden.

Bien au-delà de leur utilisation dans la rivalité pour le pouvoir, les méthodes de l'« État islamique » visent à semer la terreur dans les peuples qu'il entend dominer et à leur imposer alignement et obéissance.

Les méthodes pour conquérir le pouvoir anéantissent la nature du pouvoir que l'« État islamique » entend exercer. Un pouvoir dictatorial vis-à-vis de ceux qui ne sont pas d'accord avec lui, vis-à-vis des minorités ethniques ou religieuses,

vis-à-vis des femmes et vis-à-vis des exploités. Leurs objectifs réactionnaires comme leurs méthodes font de l'« État islamique » et de ses séides de par le monde des ennemis féroces du prolétariat.

Les moins va-t-en-guerre des hommes politiques des puissances impérialistes dénoncent l'inefficacité des bombardements sur les territoires contrôlés par l'« État islamique », et ils invoquent la nécessité d'une solution politique.

Pour ce qui est de l'inefficacité, elle est patente. Les troupes djihadistes continuent à avancer, d'autant plus que ce que les politiciens appellent par euphémisme les dégâts collatéraux de l'intervention militaire occidentale poussent dans les bras des djihadistes de nouveaux contingents de recrues.

Quant à une solution politique, il n'y en a pas. L'impérialisme est totalement incapable d'assurer des relations sans oppression entre les différents peuples, ethnies et religions, et encore moins de mettre fin aux inégalités, à la pauvreté, à la corruption. Il en vit, les aggrave et en suscite sans cesse sous des formes nouvelles.

En faisant intervenir ses Rafale contre l'« État islamique », l'impérialisme français compense le caractère dérisoire de ses moyens par des gesticulations d'autant plus bruyantes que le président de la République et le gouvernement portent l'étiquette socialiste. C'est une longue tradition en France : le Parti socialiste au gouvernement a toujours été un exécutant particulièrement vindicatif de l'impérialisme français. Et il est d'autant plus porté à des déclamations sur l'« unité nationale » ou la « solidarité nationale » que c'est en menant de façon servile la politique extérieure de la bourgeoisie française qu'il peut s'attirer les applaudissements de la droite.

Les travailleurs conscients doivent rejeter avec mépris tout appel à l'union nationale. La bourgeoisie française, leur ennemie directe, ne devient pas leur amie lorsqu'elle mène des guerres de brigandage à l'extérieur des frontières.

Le climat belliqueux pesant à l'intérieur des grandes puissances impérialistes est encore accentué par le raidissement des relations vis-à-vis de la Russie et par le retour à une sorte de guerre froide. Ce raidissement, qui a abouti à toute une batterie de mesures contre la Russie, a cependant ses limites. Les principales bourgeoisies d'Europe, en particulier d'Allemagne et de France, ont trop d'intérêts industriels, bancaires et commerciaux en Russie pour vouloir les compromettre vraiment, même sous la pression des États-Unis.

La multiplication des bandes armées dans la partie de la planète dominée par l'impérialisme

–elles ne se revendiquent pas toutes du fondamentalisme islamique– est à la fois la conséquence et un facteur aggravant de la désagrégation d'un nombre croissant d'appareils d'État mis en place et protégés ou, en tout cas, tolérés par l'impérialisme. Cette désagrégation ne date pas d'aujourd'hui. Elle concerne cependant aujourd'hui, avec le Moyen-Orient, une région stratégiquement et économiquement importante pour les puissances impérialistes.

En Afrique, les germes de la décomposition infectaient les appareils d'État dès leur mise en place lors de la décolonisation. Ils résidaient dans la nature même de ces États destinés, d'un côté, à donner une satisfaction symbolique aux masses africaines aspirant à se débarrasser de l'esclavage colonial et, de l'autre, à perpétuer le pillage impérialiste. C'est ce caractère contradictoire qui a fait que les régimes de tous ces États étaient dès l'origine au mieux autoritaires, et en général dictatoriaux.

Tout en exigeant de ces régimes qu'ils tiennent leurs peuples, l'impérialisme ne leur en donne pas vraiment les moyens. Les tenants locaux des appareils d'État ont, pour principale rétribution, le droit illimité de voler leur propre peuple. Les prélèvements de la caste dirigeante et sa corruption s'ajoutent au pillage impérialiste.

Une place à l'ONU, un drapeau national ne pouvaient compenser qu'un certain temps la perpétuation de la misère des masses pauvres. Une succession de coups d'État, de putschs militaires a marqué l'histoire de l'Afrique indépendante. Ils ont pour sous-produit l'émergence de bandes armées. Les unes se contentent de racketter la population pour assurer aux chefs de bande des privilèges plus ou moins grands et assurer à leurs subordonnés le privilège de disposer d'une arme et des moyens que cela donne de survivre. D'autres cherchent à se donner des appuis dans la société sur une base ethnique ou religieuse.

La Somalie n'a jamais retrouvé un appareil d'État centralisé depuis la chute de la dictature de Siyad Barré en 1992.

La Sierra Leone et le Liberia ont connu plusieurs années où l'appareil d'État centralisé a cédé la place à des bandes armées rivales.

La Côte d'Ivoire est restée, pendant plusieurs années, coupée en deux entre le Nord, soumis à des seigneurs de guerre, et le Sud, sous la présidence de Gbagbo, sécession qui n'a été surmontée que par l'intervention des troupes françaises –présentes dans le pays– qui ont imposé Ouattara.

Plus récemment, c'est l'État malien qui a failli disparaître en tant que tel. Là encore, l'armée française a joué son rôle de gendarme dans son



À l'est du Congo ex-Zaïre, les habitants à la merci des exactions des soldats rebelles ou officiels (2 mai 2012).

ancien empire colonial pour redonner un semblant de solidité à l'appareil d'État malien, qui ne peut cependant toujours pas se passer des troupes françaises.

En Centrafrique, l'intervention française n'a fait qu'ajouter une bande armée de plus à celles qui se combattent sur le terrain et sans que cette intervention mette fin au chaos sanglant.

Quant à la Libye, elle continue à se décomposer depuis la chute de Kadhafi. Cette décomposition continue à jouer un rôle majeur dans la déstabilisation de toute cette partie de l'Afrique.

Au Congo ex-Zaïre, pays le plus étendu du continent, depuis plusieurs années le pouvoir central ne domine plus l'ensemble du territoire. Les bandes armées concurrentes, financées par des officines représentant les intérêts de grandes entreprises en rivalité pour faire main basse sur les immenses richesses en matières premières de ce pays, ont fait plus de trois millions de victimes, en ajoutant aux victimes directes celles qui sont mortes de maladies et de malnutrition liées à la guerre.

La désorganisation des armées nationales d'un certain nombre de pays d'Afrique incite les puissances impérialistes à renforcer leur présence sur le continent. Les soldats étrangers n'ont sans doute jamais été aussi nombreux en Afrique depuis les indépendances. Ils sont souvent présents au nom de l'ONU, mais l'impérialisme français est celui dont les bases sont les plus présentes sur le continent et les soldats ou les formateurs en tout genre les plus nombreux.

L'ébranlement de l'État en Syrie et sa

décomposition en Irak ont des conséquences à une toute autre échelle qu'en Afrique en raison de l'intérêt stratégique de la région dû à sa richesse en pétrole comme à sa position géographique.

Ces conséquences menacent les frontières établies au lendemain de la Première Guerre mondiale et préservées depuis avec plus ou moins de modifications. La configuration de la région, établie sur les ruines de l'empire Ottoman au lendemain de la Première Guerre mondiale, son morcellement entre un grand nombre d'États étaient le reflet d'un certain rapport de force entre puissances impérialistes victorieuses d'Europe, plus particulièrement entre la France et la Grande-Bretagne. Malgré sa durée, cet ordre était éminemment fragile dès qu'il fut établi, d'autant qu'à la rivalité entre ces deux impérialismes sur le déclin allait s'ajouter l'influence montante des États-Unis.

La rivalité entre puissances impérialistes a été plus ou moins dissimulée au temps de l'URSS, proche géographiquement et présente diplomatiquement. Derrière la complicité face à un ennemi commun, les grands trusts du pétrole ou de l'armement étaient cependant en compétition permanente entre eux avec le soutien de leurs États. Compétition dont l'enjeu est la mainmise sur les richesses pétrolières, des contrats d'armement et, plus généralement, des positions d'influence auprès des potentats de la région.

Par-delà les éléments d'instabilité découlant de la rivalité entre puissances impérialistes et les rapports de force changeants entre elles, il y avait la volonté délibérée de l'impérialisme de jouer en

permanence sur la rivalité entre les États d'une région volontairement morcelée.

Les relations entre les États de la région peuplés pourtant d'une population parlant la même langue – Syrie, Irak, Jordanie, Liban, Arabie saoudite, Yémen, les confettis des Émirats pétroliers, Égypte – ont toujours été tumultueuses, marquées par des alliances fugaces et surtout par des antagonismes susceptibles de se transformer en conflits armés.

Dans ce jeu de division, l'État d'Israël joue un rôle particulier. Malgré les réticences de l'impérialisme anglais, qui dominait la Palestine et toute la région et voulait ménager certains des dirigeants arabes qu'il avait mis en place, le gouvernement américain a poussé à sa création, avec le soutien du gouvernement français, dans la perspective de prendre la place de la Grande-Bretagne dans la région et surtout de faire de cet État un allié indéfectible de l'impérialisme. Contrairement aux États arabes, aux régimes plus ou moins coupés de leurs peuples, corrompus, contestés et susceptibles d'être renversés, l'État d'Israël concrétisait, au moment de sa création en 1948, les aspirations, la volonté de se donner un pays, de centaines de milliers de Juifs, rescapés de la barbarie du nazisme et que ni l'Amérique ni les puissances européennes ne voulaient accueillir.

La possibilité historique existait que ce peuple ne soit pas considéré par les masses arabes comme un conquérant mais comme un ami et, du fait même des différences entre ces populations, comme un apport pour toute la région. Cette possibilité n'aurait pu se concrétiser que par une politique hardie, visant à gagner le cœur des exploités et des masses pauvres arabes par une commune opposition aux exploités et oppresseurs traditionnels, propriétaires terriens ou capitalistes locaux, et par-dessus tout, par une commune opposition aux puissances impérialistes. En bref, par une politique de classe révolutionnaire.

Mais la seule politique proposée fut celle du sionisme, qui visait à imposer l'État d'Israël au peuple palestinien par la violence, par l'expropriation. Cette politique n'offrait dès le départ d'autre perspective au peuple juif israélien que de resserrer les liens avec les puissances impérialistes, d'en devenir le mercenaire contre les masses arabes et de se transformer en geôlier des Palestiniens.

Établi sur l'oppression du peuple palestinien, Israël est l'allié et le bras armé le plus fiable de l'impérialisme contre tous les peuples arabes voisins. Il permet par ailleurs aux régimes arabes, même les plus dévoués à l'impérialisme comme l'Arabie saoudite ou les émirats du pétrole, de dissimuler leur politique réactionnaire derrière des

déclamations contre Israël. Rouage essentiel de la machine de domination de l'impérialisme dans la région, en contrepartie du soutien sans faille de ce dernier à l'oppression du peuple palestinien, l'État d'Israël est condamné à une politique catastrophique pour les deux peuples entremêlés dont l'écrasante majorité aurait tout intérêt à une cohabitation fraternelle.

Tout en morcelant le Moyen-Orient, l'impérialisme n'a jamais reconnu le droit de certains peuples, comme les Kurdes, à l'existence nationale qu'ils revendiquent pourtant depuis des décennies.

L'attitude des puissances coalisées contre l'« État islamique » témoigne du cynisme avec lequel elles jouent avec les aspirations et la vie des peuples. Elles utilisent les peshmergas kurdes, car ils constituent la seule force armée qui s'oppose aux djihadistes après la débâcle de l'armée irakienne. Mais, en même temps, elles se refusent à leur livrer les armes qui leur seraient nécessaires pour repousser les djihadistes bien armés, de peur que cela donne aux Kurdes les moyens de poser des problèmes aux États entre lesquels ils sont dispersés, en premier lieu la Turquie, autre alliée militaire majeure des États-Unis dans la région.

Les bombardements aériens, la seule forme de soutien aux peshmergas, ont certainement fait plus de victimes dans la population que parmi les djihadistes. Et l'image des chars de l'armée turque, attendant l'arme au pied la prise de Kobané par les djihadistes mais empêchant les Kurdes de Turquie de rejoindre ceux de Syrie pour combattre à leurs côtés, a résumé toute l'infamie de la politique des puissances impérialistes dans la région.

Ce morcellement entre États souvent rivaux a eu nécessairement pour conséquence un nationalisme virulent et l'oppression des peuples, des ethnies ou des religions minoritaires ou simplement opposées à l'équipe au pouvoir.

Le Moyen-Orient a toujours été une poudrière. En renversant Saddam Hussein, c'est la principale puissance impérialiste, les États-Unis, qui a allumé la mèche.

La multiplication récente des bandes armées se revendiquant de l'islam se situe dans une longue succession de contestations, de révoltes que l'impérialisme a provoquées tout au long de son histoire.

Expression de la domination d'une toute petite minorité de privilégiés qui pillent toute la planète, l'impérialisme ne peut se perpétuer qu'en jouant les États les uns contre les autres, les peuples les uns contre les autres, en suscitant au besoin des bandes armées dont il se sert tant qu'elles sont

utiles et qu'il déclare « ennemis publics » lorsqu'elles ne lui servent plus dans l'immédiat.

Les soixante-neuf ans qui nous séparent de la fin de la Deuxième Guerre mondiale ont connu une multitude de guerres locales, régionales, des affrontements plus ou moins violents.

Avant la disparition de l'Union soviétique et la fin de la division du monde en deux blocs, un grand nombre de ces conflits s'intégraient dans la guerre dite froide, qui n'était froide qu'entre les deux grands camps. Elle ne l'était pas en Corée ou au Vietnam et, plus généralement à la limite des deux sphères d'influence. Bien au-delà des zones limites des deux blocs, la plupart des nombreux conflits locaux qui déchiraient l'Afrique ou l'Asie donnaient lieu à une lutte d'influence entre les États-Unis et l'Union soviétique, en sourdine ou de façon violente. L'opposition entre les deux blocs donnait leur coloration à la plupart des conflits, mais sans en être la raison fondamentale.

La bureaucratie essayait souvent de tirer parti, ne serait-ce que sur le plan diplomatique, des conflits locaux. Mais c'est la mainmise de l'impérialisme, ses pillages économiques et son soutien à des dictatures qui suscitaient en permanence des révoltes et des conflits.

La bureaucratie stalinienne menait, de son côté, des guerres d'oppression dans sa zone d'influence (directement en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968, indirectement par l'intermédiaire du régime militaire de Jaruzelski en Pologne en 1981), sans oublier ses provocations comme l'installation de fusées soviétiques à Cuba ou ses aventures guerrières aux confins de sa zone comme en Afghanistan.

Ce qui se produit depuis la dislocation du bloc soviétique montre que la remise en cause permanente de l'ordre impérialiste ne venait pas de l'Union soviétique, mais avait des raisons inhérentes à la domination impérialiste elle-même.

Seuls des plumes stipendiées ou des imbéciles pouvaient entrevoir dans la disparition de la division du monde en deux blocs la promesse d'une ère de paix universelle ! Les tensions souterraines qui taraudent en permanence l'ordre impérialiste n'ont été que dissimulées pendant quelque temps par l'euphorie que distillaient les dirigeants du monde impérialiste, claironnant la victoire remportée sur le camp soviétique. Mais ces tensions continuaient leur œuvre, s'amplifiaient et s'élargissaient vers la zone naguère contrôlée par l'URSS.

Même les plus naïfs dans les classes populaires des ex-Démocraties populaires, qui attendaient de la réintégration dans le camp occidental les magasins pleins, n'ont pas tardé à découvrir le chômage, qui ne permettait pas d'y accéder ; et

ceux qui se réjouissaient de la fin de la mainmise de la bureaucratie soviétique sur la caste politique locale découvraient une autre forme de mainmise, celle des grandes entreprises occidentales qui s'approprièrent tout ce qui dans les industries locales était profitable et démolissaient le reste.

Non seulement depuis vingt-cinq ans le monde n'a pas connu une ère de paix, mais il y a eu autant sinon plus de conflits et de moins en moins contrôlables. En effet, si la bureaucratie soviétique savait se servir de ces conflits pour avancer ses pions diplomatiques, elle avait aussi la capacité de les freiner, voire de les étouffer.

Tout en apparaissant comme le pôle dominant de l'opposition à l'impérialisme, la bureaucratie soviétique jouait en même temps le rôle de gendarme à l'intérieur de sa zone d'influence. Dès que la bureaucratie soviétique n'a plus eu la volonté, ni sans doute la capacité de jouer ce rôle envers les pays du glacieux des Démocraties populaires, ces derniers ont aussitôt rejoint le camp dominé par l'impérialisme.

À son tour, l'éclatement de l'URSS a ouvert un nouveau champ au jeu d'influences des puissances impérialistes, rivales entre elles mais complices pour prendre la place laissée plus ou moins vacante par la Russie dans les États qui avaient fait partie de l'Union.

Avant que les sommets de la bureaucratie en la personne d'Eltsine et de ses compères ukrainien et biélorusse prennent la décision de dissoudre l'Union soviétique, la bureaucratie stalinienne avait, en transformant l'Union en une vaste prison pour les peuples, non seulement étouffé l'immense espoir ouvert par la révolution d'Octobre pour les peuples opprimés par le tsarisme, mais elle avait suscité puis exacerbé les tendances centrifuges.

En parlant de la « question ukrainienne », à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, Trotsky affirmait : « ... en dépit du pas en avant gigantesque réalisé par la Révolution d'Octobre dans le domaine des rapports nationaux, la révolution prolétarienne, isolée dans un pays arriéré, s'est avérée incapable de résoudre la question nationale, particulièrement la question ukrainienne, qui a par essence un caractère international. La réaction thermidorienne couronnée par la bureaucratie bonapartiste a rejeté les masses laborieuses très en arrière dans le domaine national également », pour conclure : « C'est ce fait que la révolutionnaire de la politique, à la différence du bureaucrate et du sectaire, doit prendre comme point de départ ».

Si le développement économique dans un cadre planifié a contribué à renforcer l'Union, l'oppression du Kremlin ne pouvait que renforcer

les tendances centrifuges. La bureaucratie n'a pas réglé la question nationale en URSS. Elle n'a fait que l'étouffer et la dissimuler tout en laissant derrière elle des bombes à retardement.

Le terrain était préparé pour les manœuvres impérialistes.

L'éclatement de la Yougoslavie et la longue période d'affrontements armés entre les États issus de cet éclatement ont préfiguré ce qui est en train de se passer en Ukraine. Si les clans politiques nationalistes slovènes, serbes, croates, kosovars, etc., ont eu un rôle majeur dans cette énième guerre des Balkans, plus meurtrière encore que celles qui ont précédé la Première Guerre mondiale, les impérialismes européens, français, allemand ou anglais, ont joué les pompiers pyromanes.

Deux décennies après, la population ex-yougoslave n'a pas encore surmonté les conséquences économiques et, surtout, humaines de cette guerre. Les États issus du morcellement de l'ancienne Yougoslavie, économiquement et démographiquement faibles, sont des jouets faciles à manipuler par les puissances impérialistes, et, de plus, ils sont incapables de régler démocratiquement le sort des minorités nationales sur leur sol. La construction surréaliste qu'est la Bosnie est l'illustration la plus visible de la fragilité de ces États, mais elle n'est pas la seule.

Si, pour des raisons à la fois historiques, de proximité géographique et de taille, les trois États baltes ont rapidement rejoint le camp occidental d'abord et l'Union européenne ensuite, le jeu économique, politique et diplomatique des puissances impérialistes a suivi des cours diversifiés vis-à-vis des autres États nés de la dislocation de l'URSS.

La fin de la dictature stalinienne a porté à la surface une multitude d'antagonismes auparavant étouffés (Arménie contre Azerbaïdjan, Abkhazie et Ossétie de Sud qui ont fait sécession en Géorgie, minorité russe (déjà!) et ukrainienne contre l'État de la Moldavie, etc.). Les puissances impérialistes, en particulier européennes, sont devenues actrices, ouvertement ou de façon discrète, dans les conflits que ces antagonismes engendrent, et par là-même elles les amplifient.

Le conflit en Ukraine a cependant pris une importance sans commune mesure avec ce qui s'est passé en Géorgie. L'Ukraine est un grand pays avec une population de plus de 40 millions d'habitants. Étant donné ses liens multiséculaires avec la Russie et l'interdépendance économique et démographique des deux pays, la bureaucratie russe, dont le pouvoir a été reconsolidé après le remplacement d'Eltsine par Poutine, ne pouvait pas accepter que l'Ukraine bascule complètement

dans la zone d'influence de l'Union européenne et encore moins qu'elle intègre l'Otan.

L'Union européenne, en proposant à l'Ukraine une forme de coopération économique, sans d'ailleurs rien donner en échange, et surtout les États-Unis en envisageant l'adhésion de l'Ukraine à l'Alliance atlantique, ont joué avec le feu. Mais c'est Poutine qu'ils accusent de pyromanie.

Les deux camps – l'impérialisme et le Kremlin – partagent la responsabilité de la situation en Ukraine, dont les conséquences sont déjà lourdes pour la population de ce pays. Les morts se comptent maintenant par milliers et les destructions se sont ajoutées à l'appauvrissement d'une région déjà appauvrie par la rupture de nombre de liens économiques due à la dislocation de l'URSS.

Fait plus grave encore, ce conflit risque de dresser l'un contre l'autre les peuples de Russie et d'Ukraine, et à l'intérieur de l'Ukraine, l'une contre l'autre des composantes ukrainophone et russophone de la population (sans parler des autres minorités nationales – ruthène, slovaque, roumaine, hongroise, tchèque – qui subissent également les contrecoups de ce conflit).

Après la Yougoslavie, c'est une autre partie importante de l'Europe qui voit la guerre s'abattre sur elle.

La démocratie bourgeoise, qui a été pendant longtemps le régime politique des puissances impérialistes, était basée sur l'esclavage des peuples coloniaux.

Le nazisme en Allemagne avait déjà montré à quel point cette forme de régime était instable, même dans les pays matériellement et culturellement développés. Pendant la guerre mondiale, toutes ces « démocraties impérialistes » se sont transformées en régimes militaires.

La crise actuelle n'en est encore qu'à accentuer le discrédit de la démocratie bourgeoise dont témoigne, entre autres, la montée électorale des formations dites populistes.

Les réformistes en tout genre en accusent la « mondialisation » qui, en établissant la toute-puissance des marchés financiers mondiaux, enlèverait à l'État les moyens d'intervenir. C'est une vieille habitude du réformisme de dissimuler la lutte des classes concrète derrière des abstractions.

Derrière « les marchés financiers », il y a la même grande bourgeoisie impérialiste que derrière les États impérialistes. Les parlements nationaux, même dans les pays les plus démocratiques, n'ont jamais été autre chose que des chambres d'enregistrement, et les gouvernements nationaux, les comités exécutifs de la grande bourgeoisie. L'évolution actuelle met en lumière ce fait incontestable : c'est le grand capital

et la classe bourgeoise qui dominent le monde et qui le conduisent à la catastrophe.

Une des expressions de cette crise de la démocratie impérialiste est d'activer aussi les ferments de dissolution entre des composantes nationales de pays où la question a pu pourtant apparaître comme résolue dans le passé.

De vieux antagonismes resurgissent ou apparaissent : entre Flamands et Wallons en Belgique ; Écossais et Anglais en Grande-Bretagne ; ou nationalistes catalans face à l'État espagnol.

Tout cela reste encore, pour l'essentiel, dans le cadre du fonctionnement de la démocratie impérialiste.

Ces phénomènes sont l'expression d'une régression à l'échelle de l'histoire. L'impérialisme, « stade sénile du capitalisme », corrode même les « unités nationales » que le développement capitaliste initié par la bourgeoisie montante avait mises en place.

Quant aux États des pays d'Europe centrale et balkanique, ils sont taraudés par les mêmes forces qui ont conduit à l'éclatement de la Yougoslavie. La montée des nationalismes opposés, de l'irrédentisme, des revendications territoriales ouvertes ou déguisées, est visible depuis plusieurs années mais elle est d'une virulence croissante.

Dans ces pays aux populations entremêlées, les charcutages territoriaux, qui ont eu lieu pendant et après la Première puis la Deuxième Guerre mondiale, offrent un terreau d'autant plus propice aux agissements des groupes d'extrême droite qu'aucun des régimes prétendument démocratiques mis en place après la fin de la mainmise soviétique n'a pu et n'a voulu assurer à ses minorités leurs droits nationaux.

Cette régression apparaît dans une multitude de domaines de la vie sociale. Elle se manifeste par le renforcement des idées réactionnaires, par le poids croissant de la religion et des églises dans la société.

Le capitalisme décadent n'ouvre aucune perspective, n'offre aucun espoir à la société. Rien peut-être n'indique plus le désespoir suscité par une société sans perspective que l'attraction qu'exerce sur une fraction même minuscule de la jeunesse le combat des bandes armées qui se battent au nom d'idées moyenâgeuses.

Si les bandes armées fondamentalistes expriment, même de façon très indirecte, une contestation de l'ordre impérialiste mondial, elles n'ouvrent, évidemment, aucune perspective devant la société, et elles complètent l'action de l'impérialisme pour faire revenir la société en arrière. L'ordre impérialiste des choses, c'est-à-dire la loi des grandes multinationales

capitalistes, s'accommode du désordre politique.

Avec les conflits locaux qui se multiplient, l'impérialisme récolte l'orage qu'il a semé. Personne ne peut prédire sur quoi peut déboucher cette évolution.

Dans le jeu de divisions et d'antagonismes qu'il a suscités entre peuples, l'impérialisme a laissé une multitude de bombes à retardement dont nul ne peut jurer que l'aggravation de la crise ou tout simplement sa durée ne provoqueront pas l'explosion.

Que l'on songe seulement aux relations entre l'Inde et le Pakistan, toutes deux puissances nucléaires ! Ou encore à celles entre l'Inde et le Bangladesh, dont la frontière commune est matérialisée par un mur de 3 000 kilomètres de long qui coupe en grande partie une même population bengalaise. L'existence de ce mur, comme de ses semblables qui se dressent entre Israël et la Palestine, entre le Mexique et les États-Unis, autour de Ceuta et Melilla, ou entourent l'Europe de Schengen, est une des expressions les plus abjectes d'un ordre impérialiste pourrissant. Alors que la mondialisation capitaliste amène sur le plan économique et financier une interdépendance sans précédent, que les moyens de communication et de transport modernes font des frontières nationales un anachronisme douloureux, le règne de l'impérialisme pousse la société à la décomposition et au chaos.

Si le titre à la une du magazine *Courrier International* : « Demain, la troisième guerre mondiale ? » relève du sensationnalisme journalistique, on assiste peut-être à la mondialisation de guerres locales. Après les deux guerres mondiales qui avaient opposé deux camps impérialistes rivaux, l'impérialisme est, peut-être, en train de tracer un autre chemin vers la barbarie.

Seule la renaissance du mouvement ouvrier révolutionnaire peut ouvrir une perspective devant l'humanité.

Pendant plus d'un siècle, le mouvement ouvrier politique a pesé, directement ou indirectement, non seulement sur les rapports sociaux à l'intérieur de plusieurs pays, mais aussi sur les relations internationales.

Lorsqu'en 1848, dans le Manifeste communiste, Marx affirmait : « *Un spectre hante l'Europe* », il s'agissait d'une anticipation. Avec la Commune de Paris, cette anticipation prit pour la première fois une expression concrète.

Moins d'un demi-siècle après cette première tentative du prolétariat d'arracher le pouvoir à la bourgeoisie et douze ans après la Révolution de 1905 en Russie, le prolétariat prit le pouvoir en Russie. Il menaçait l'ordre capitaliste à l'échelle de l'ensemble de l'Europe.

Malgré l'échec de la révolution prolétarienne ailleurs qu'en Russie, malgré la dégénérescence bureaucratique de l'Union soviétique restée isolée, Octobre 1917 a continué à peser sur les relations internationales tout au long du XX^e siècle. D'abord, par le poids dans les relations internationales de l'URSS bureaucratisée qui, tout en étant devenue un facteur de stabilisation de l'ordre impérialiste mondial, était restée en même temps un pôle d'opposition. Sa simple existence était un encouragement pour les masses des pays pauvres et une sorte de référence.

Dans une certaine mesure, le tiers-mondisme avec ses variantes maoïste ou castriste, lointains rejets et échos très déformés de la Révolution d'Octobre, pesait encore sur les relations internationales.

Cependant, en trahissant l'héritage d'Octobre 1917, le stalinisme a détruit la filiation avec le mouvement ouvrier révolutionnaire. Plusieurs générations ont été ainsi trahies et démoralisées.

Lorsque la bureaucratie a tiré l'échelle en dissolvant l'Union soviétique, la rupture avec le passé a été consommée et a dégagé une place pour une multitude de forces plus réactionnaires les unes que les autres, des courants ethnistes aux courants nationalistes en passant par l'islamisme, pour postuler à la direction des mouvements de contestation que l'impérialisme n'a jamais cessé de susciter.

Le *Programme de Transition* commence par l'affirmation : « *La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat.* » Pour continuer par : « *La prémisse économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. (...) Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit, à son tour, la crise financière de l'État et sape les systèmes monétaires ébranlés. Les gouvernements, tant démocratiques que fascistes, vont d'une banqueroute à l'autre. La bourgeoisie elle-même ne voit pas d'issue.* »

Que ces lignes écrites par Trotsky à la veille de la Deuxième Guerre mondiale semblent décrire la situation qui se dessine aujourd'hui !

Depuis, avec la complicité de la bureaucratie stalinienne, la bourgeoisie a évité une nouvelle vague de révolutions prolétariennes. Son règne a été prolongé de plusieurs décennies. La crise actuelle montre cependant qu'elle n'a pas surmonté ses contradictions fondamentales.

Pendant ces décennies, les partis dits

communistes ont suivi le chemin des partis dits socialistes pour s'intégrer complètement dans le monde capitaliste et en devenir un des rouages avant de disparaître en tant que directions des luttes de la classe ouvrière.

La crise de direction du prolétariat n'a pas été surmontée. Les anciennes directions sont mortes en tant que telles sans qu'une nouvelle direction ait pris leur place.

Tout en insistant sur l'importance fondamentale « de la crise de la direction révolutionnaire » pour l'humanité, Trotsky ajoutait cependant ce constat : « *L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant; d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier: les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques.* »

L'affirmation garde toute son actualité. Les lois de l'histoire continuent à agir, même si bien des facteurs, et notamment les trahisons successives de la social-démocratie puis du stalinisme, expliquent qu'elles agissent plus lentement que les révolutionnaires peuvent l'espérer.

Le capitalisme impérialiste est dans l'impasse et la classe ouvrière en tant que force sociale n'a pas disparu. Elle est présente dans une multitude de pays où, au temps de Lénine et à plus forte raison de Marx, elle n'existait que sous forme d'embryon, voire n'existait même pas.

Elle témoigne de sa combativité dans une multitude de pays, de la Chine à l'Afrique du Sud en passant par le Bangladesh. Il y a une multitude de forces politiques qui ont pour ambition de canaliser ce combat, mais elles restent toutes sur le terrain de la bourgeoisie, des réformistes en tout genre aux plus réactionnaires.

Il appartient aux générations à venir de renouer avec les traditions du communisme révolutionnaire, avec ses combats du passé, avec ses expériences. Partout, se pose le problème de reconstruire des partis communistes révolutionnaires, et c'est en cela que cette question se confond avec celle de la renaissance d'une Internationale communiste révolutionnaire.

Personne ne peut prédire comment, à travers quelle voie, les idées communistes révolutionnaires pourront retrouver le chemin de la classe ouvrière, classe sociale à laquelle elles étaient destinées au temps de Marx puis de Lénine et Trotsky. Mais cette classe aujourd'hui encore est la seule qui peut, en s'emparant de ces idées, les transformer en une explosion sociale capable d'emporter le capitalisme.

13 octobre 2014

La situation intérieure

La crise économique, que le patronat continue de faire payer au monde du travail par des licenciements massifs et l'aggravation des conditions de travail et de vie, discrédite profondément le gouvernement et menace jusqu'à l'existence du Parti socialiste, en tout cas sous la forme qu'on lui connaît depuis des décennies. En 2012, la droite a payé la crise par l'élimination de Sarkozy. Il en coûtera bien plus aux socialistes car, en frappant l'ensemble des classes populaires, les ouvriers, les employés ainsi que la petite bourgeoisie, la politique antiouvrière de Hollande sape les bases même de leur électorat.

Afin d'éviter d'être entraînés dans ce discrédit croissant, des députés « frondeurs », des anciens ministres et des dirigeants du parti ont décidé de prendre leurs distances avec le gouvernement. Sans franchir le Rubicon qui consisterait à voter contre le budget, ils « critiquent pour faire réussir Hollande ». Une façon hypocrite de se poser en alternative à gauche. Ils veulent faire de l'intérieur du PS ce que Mélenchon et le Parti communiste essayent de faire de l'extérieur depuis 2012.

C'est sur ce créneau, de plus en plus encombré par des personnalités comme Hamon ou Aubry, que se positionnent aussi les dirigeants les plus en vue des écologistes, comme Duflot. Mais loin de s'ajouter, ces forces se concurrencent, chacune cherchant à jouer sa propre partition. Pour Mélenchon, ce sera celle du Mouvement pour la 6^e République. Au sein même du PS, la compétition fait rage parmi les frondeurs qui représentent une somme d'ambitions individuelles. L'arrivée parmi les contestataires de Martine Aubry leur apportant son autorité et son poids dans le parti ne les a pas spécialement réjouis tant ils veulent, pour l'instant, rester « à leur compte ».

Cette gauche du PS entretient l'illusion qu'il est possible de faire une « bonne politique de gauche ». Mais en cette période où le grand capital ne veut pas lâcher la moindre miette pour les exploités, il ne peut pas y avoir de « bonne politique de gauche ». Hollande n'a pas été pris de lubie sociale-libérale au lendemain de son élection, pas plus qu'il ne s'est métamorphosé en obsédé de la dette. Il mène la politique qui correspond aux intérêts fondamentaux de la bourgeoisie.

Dans cette période de crise économique, servir la bourgeoisie implique de donner au patronat les moyens d'aggraver l'exploitation pour pallier le

rétrécissement du marché et assurer à la bourgeoisie le versement continu des intérêts de la dette, l'enrichissement du grand capital venant des profits financiers autant si ce n'est plus que des profits productifs. Compétitivité et remboursement de la dette sont les deux mots d'ordre brandis pour s'attaquer aux conditions de travail et de vie de l'ensemble des classes populaires.

Les pourfendeurs de cette politique d'austérité sur le terrain du capitalisme ont beau jeu de dénoncer son effet récessif sur l'économie car, du FMI au Medef, chacun sait que les milliards consacrés à la résorption des déficits et au paiement de la dette seront autant d'argent en moins pour les investissements publics et donc pour les carnets de commandes du patronat. Sur le fond, la politique de Hollande avec ses aspects contradictoires ne lui est dictée ni par Bruxelles ni par Berlin. C'est le grand capital lui-même qui se trouve dans une situation contradictoire.

Amplifier les commandes étatiques pour suppléer à la stagnation du marché a toujours été le principal moyen pour l'État de la bourgeoisie de venir au secours du grand capital dans une période de crise.

Lors de la grande dépression des années 1930, la politique de grands travaux de Roosevelt et la relance de l'industrie militaire de Hitler en avaient fourni chacune une illustration. Quoique de manière différente, cette politique a été payée dans les deux cas par une aggravation de l'exploitation de la classe ouvrière. Les possibilités financières des budgets imposaient à cette politique des limites que Hitler a tenté de repousser par la politique de conquête guerrière que l'on sait. Mais, au-delà de la politique du régime nazi, le capitalisme dans son ensemble n'a réussi à sortir de la Grande Dépression que par la guerre.

Avec la financiarisation de l'économie, les limites de la politique dite de « relance » sont plus étroites encore qu'à l'époque. Cette financiarisation, qui impose aux États de payer leur tribut au capital financier y compris au détriment des travaux publics civils ou militaires, est en même temps ce qui permet à la grande bourgeoisie de maintenir, voire d'accroître sa part dans le revenu national malgré la crise. Il n'est pas question pour elle de remettre en cause, de son plein gré, ses revenus financiers.

Hollande, pas plus que n'importe quel dirigeant



Manifestation du 15 novembre 2014, à Nantes.

de quelque État que ce soit, n'a de prise sur cette réalité. Il est seulement chargé d'assumer politiquement cette contradiction, c'est-à-dire de la justifier avec plus ou moins d'efficacité aux yeux de la population. Ces lois économiques puissantes s'imposent à tous les gouvernements de la bourgeoisie. Tant qu'ils ne sont pas au pouvoir, les démagogues peuvent les nier, tout comme on peut ignorer les lois gravitationnelles jusqu'à ce que l'on essaye de voler.

Le débat entre les tenants d'une politique de rigueur financière et d'austérité et ceux d'une politique de relance ou, pour reprendre le jargon économique, entre une politique de l'offre et une politique de la demande, est un débat fondamentalement biaisé. D'abord, parce que le choix entre les deux ne dépend pas des hommes politiques qui les défendent, mais des circonstances devant lesquelles se retrouvera la grande bourgeoisie en cas d'aggravation de la crise. Surtout, c'est un débat dans lequel la classe ouvrière est perdante des deux côtés. Quel que soit le dosage entre une politique de grands travaux et une politique de rigueur financière, c'est sur la classe ouvrière que sera prélevé de quoi la financer, sous la forme d'une aggravation de l'exploitation et, sans doute plus largement, pour les classes populaires par la démolition des services publics utiles à toute la population. Une politique d'investissements publics et de grands travaux, à condition qu'elle se fasse sous le contrôle de la population, est

certainement plus utile pour la société que la saignée des intérêts à verser au capital financier.

Quels que soient les débats qui agitent le Parti socialiste, quel que soit le nombre de frondeurs, qu'il y ait ou pas un nouveau changement de gouvernement, une dissolution de l'Assemblée, les travailleurs doivent s'attendre à la poursuite de la politique antiouvrière et donc à son aggravation. Les « frondeurs » d'aujourd'hui ou de demain arracheront peut-être quelques mesures qu'ils feront passer pour de la justice sociale, comme cela a été le cas pour la modulation des allocations familiales. Et le Parti radical de gauche continuera de marchander son soutien.

L'éventail des attaques gouvernementales est d'autant plus large qu'elles peuvent concerner d'autres cibles que le prolétariat. Le gouvernement peut faire contribuer des catégories intermédiaires, les professions réglementées par exemple, ou encore la fraction la mieux payée des salariés. Les cabinets ministériels étudieront tout ce qui leur passera par la tête, comme en témoignent les propositions d'autoriser les pharmaciens à vacciner la population, ou encore de donner des cours de conduite automobile sur Internet. Parce qu'il n'y a plus de petites économies, tout sera sur la table, des idées les plus irréalistes jusqu'aux coupes les plus minables.

Les innombrables hésitations du gouvernement ou le fiasco de l'écotaxe, souvent présentés

comme autant de preuves de faiblesse, témoignent en réalité de la multitude de formes que peut prendre l'austérité. Mais quelle que soit la façon, les coups tomberont sur l'ensemble des classes populaires. Ceux qui ne seront pas affectés par la baisse des prestations familiales le seront par les coupes dans les budgets des hôpitaux. Ceux qui échapperont aux hausses d'impôts devront payer plus pour se chauffer, se déplacer ou se loger. Personne n'échappera aux 50 milliards de coupes budgétaires prévues sur les deux années à venir.

Valls qui est l'ordonnateur de l'offensive gouvernementale en assume les conséquences politiques. Cela va jusqu'à souhaiter la transformation de son propre parti. « *Il faut se régénérer. Il faut changer de méthodes. Il faut changer de direction. Il faut changer de génération. Il faut changer de programme. Il faut changer de nom* » car « *le mot socialiste ne veut plus rien dire* »..., plaidait-il déjà en 2009. Dernièrement, il a réaffirmé qu'il « *faut en finir avec la gauche passiste, celle qui s'attache à un passé révolu et nostalgique, hantée par le surmoi marxiste et par le souvenir des Trente Glorieuses* ». En dénonçant, avec les mots de la droite, les 35 heures, le travail du dimanche ou encore le CDI comme les « tabous » et les « vieilles lunes » d'une gauche attardée, en s'entourant de gens comme Macron, imbibés des poncifs patronaux, Valls, conscient des conséquences suicidaires de sa politique sur le plan électoral, cherche à s'adresser à une nouvelle frange d'électeurs.

Ce n'est pas la première fois que la direction du PS prend le risque de perdre sa base électorale pour exécuter fidèlement la politique exigée à un moment donné par la bourgeoisie. Il en fut ainsi de la politique d'intensification de la guerre d'Algérie menée par Guy Mollet au milieu des années 1950, période au sortir de laquelle le PS, dirigeant le gouvernement avec le soutien du PC, avait préparé les conditions du retour au pouvoir de De Gaulle. La chute électorale du PS fut alors spectaculaire, son candidat Gaston Defferre ne dépassant que de justesse la barre des 5% lors de l'élection présidentielle de 1969.

La renaissance de la SFIO sous le nom de Parti socialiste est entièrement due à la politique d'Union de la Gauche du Parti communiste. Mitterrand, qui avait réussi à unifier tous les courants de la SFIO, ne serait pas parvenu à ses fins sans le soutien du PC qui a fait de cet homme de droite l'unique espoir pour la classe ouvrière. En mettant ses milliers de militants au service de Mitterrand, le PC a sorti l'ex-SFIO de son état de mort cérébrale, mais ce fut au prix de son propre suicide électoral. Et la direction du PC n'a même pas été prise par surprise, elle s'est soumise en pleine

connaissance de cause à Mitterrand qui avait clairement annoncé, avant d'arriver au pouvoir, son intention de réduire l'influence électorale du PC. L'élection de Mitterrand en 1981, haut fait d'armes de la direction du PC, a été en même temps l'accélérateur du déclin irrémédiable du PC.

De plus en plus de dirigeants du PS, et Valls en premier lieu, savent qu'ils ne pourront plus compter sur une telle opération pour se relever. Non seulement parce que le Front national a gagné une influence croissante même dans l'électorat ouvrier, mais surtout parce que le PC a subi, parallèlement au PS, le même désaveu et s'est considérablement affaibli dans la classe ouvrière, comme en a témoigné aux dernières municipales la perte par le PCF de bastions traditionnels. Le PC n'est plus en situation de jouer le rôle d'intermédiaire du PS dans l'électorat ouvrier, bien que sa direction n'ait pas d'autre perspective.

Quatre décennies après avoir aidé à faire renaître le PS moribond et avoir contribué à en faire le parti dominant de la gauche, la direction actuelle du PC n'a d'autre perspective à offrir à ses militants, bien moins nombreux qu'à l'époque, qu'un remake pitoyable de l'Union de la Gauche. La cour assidue faite aux frondeurs du PS et aux écologistes désormais hors du gouvernement montre que la direction du PC mettra le poids qui lui reste au service de toutes les recompositions de ce PS décomposé. Tout cela entretiendra un semblant de vie politique sur les décombres de la gauche réformiste.

Les dirigeants socialistes tentent de toucher des électeurs dans des couches moins populaires. La droitisation verbale proposée par Valls correspond à cette nécessité. Il est impossible de dire comment se résoudra la crise du Parti socialiste tant les choix des uns et des autres ne résultent que de calculs personnels sur les opportunités de carrière. Il se peut que le Parti socialiste accepte la mue proposée par Valls. Ce dernier se mettrait alors dans la position d'un Schroeder en Allemagne ou d'un Blair en Grande-Bretagne.

Les guerres internes qui se préparent au PS peuvent aussi bien déboucher sur le départ de personnalités – pour rejoindre le conglomerat autour de Mélenchon si celui-ci ne disparaît pas de l'horizon politique – ou sur une scission donnant naissance à un PS « canal historique » sous la houlette d'une Martine Aubry par exemple. De telles scissions se produisirent après le passage de Guy Mollet au pouvoir et contribuèrent à la naissance du PSU en 1960.

Contrairement à des organisations comme le PC, le Front de gauche ou, à une échelle plus modeste le NPA, nous ne plaçons aucun espoir dans ces tentatives de recomposition qui, malgré les

phrases grandiloquentes, se déroulent devant le désintéret, voire le dégoût croissant de la classe ouvrière. Nous pouvons bien sûr nous retrouver, ponctuellement ou sur tel ou tel événement particulier, aux côtés des uns ou des autres. Mais sans aucune participation ni aucun soutien aux combinaisons diverses qui peuvent surgir dans les mois ou les années qui viennent.

Nous ne pouvons et nous ne devons cependant pas négliger ces quelques milliers, voire ces dizaines de milliers de militants ouvriers politiques, directement issus du PC ou pas. Malgré le recul du militantisme dans la classe ouvrière, ils constituent encore la majorité de ceux qui militent dans les entreprises et les quartiers populaires sur le terrain politique. Même s'ils sont critiques vis-à-vis de la direction du PC et réticents envers un Mélenchon, voire un autre, que leur direction cherche à leur imposer, ils sont, dans leur écrasante majorité, profondément réformistes, et ils ne voient pas d'autre issue pour les travailleurs que la voie électorale. Il est peu vraisemblable que même ceux d'entre eux qui se sentent communistes et aspirent à une société sans exploitation rejoignent le camp des révolutionnaires communistes sans une remontée des luttes ouvrières. Mais il est possible de toucher certains d'entre eux avec les idées et les mots de lutte de classe et de les entraîner à nos côtés sur ce terrain. En tout cas, c'est seulement sur ce terrain que cela vaut la peine de les toucher.

Pour analyser la politique des directions syndicales, Trotsky écrivait en 1940: *« Il y a un aspect commun dans le développement ou, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier: c'est leur rapprochement et leur intégration au pouvoir d'État. Le capitalisme monopolisateur n'est pas basé sur la concurrence et sur l'initiative privée, mais sur un commandement central. (...) (Les syndicats) doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé, intimement lié au pouvoir de l'État. De là découle pour les syndicats, dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes – c'est-à-dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée – la nécessité de s'adapter à l'État capitaliste et de tenter de coopérer avec lui. Aux yeux de la bureaucratie du mouvement syndical, la tâche essentielle consiste à "libérer" l'État de l'emprise capitaliste en affaiblissant sa dépendance envers les trusts et en l'attirant à lui. Cette attitude est en complète harmonie avec la position sociale de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrières qui combattent pour obtenir quelques miettes dans le partage des surprofits du capitalisme impérialiste. »*

Depuis, l'intégration des syndicats français

s'est considérablement renforcée. L'instauration des comités d'entreprise et surtout le développement des organismes paritaires de la Sécurité sociale ont lié de mille façons les dirigeants syndicaux au patronat, leur donnant l'illusion de co-décider et surtout les éloignant toujours plus des travailleurs qu'ils sont censés représenter. Les modifications du mode de représentativité syndicale et l'allongement de la périodicité des élections des représentants du personnel sont autant de manœuvres pour mettre les élus syndicaux hors de contrôle de leur base. Ainsi, les élections de délégués du personnel qui se déroulaient chaque année jusqu'en 1993, puis tous les deux ans jusqu'en 2005 ne sont maintenant organisées que tous les quatre ans. Il en découle une indépendance de plus en plus grande des sommets syndicaux à l'égard de leur base et une complicité plus profonde entre eux et l'appareil d'État.

Cette complicité fait aujourd'hui de la CFDT le plus sûr soutien de Hollande, son secrétaire général, Laurent Berger, se chargeant du service après-vente de la politique de Matignon auprès des travailleurs. Et cette complicité désarme tout autant les militants plus combattifs de la CGT puisque la confédération, après avoir appelé à voter Hollande, passe son temps à lui prodiguer des conseils et à se plaindre de ce qu'il ne l'écoute pas.

Au lieu de compter sur les travailleurs, sur leur conscience de classe et leur combativité, les dirigeants des organisations ouvrières les trompent en mettant leurs espoirs dans un « bon gouvernement de gauche ». Cette politique contribue à la démoralisation des militants. Et quand les travailleurs renoueront avec la volonté de se battre, ils devront faire sans les dirigeants des confédérations syndicales, si ce n'est contre eux. C'est ce qui sera décisif pour l'avenir.

La droite qui n'est toujours pas en ordre de marche ne tire pas profit de l'impopularité du gouvernement. L'élection du président de l'UMP et surtout l'entrée en lice de Sarkozy ont pourtant lancé la course à la présidentielle. Dans la mesure où le candidat qui sera choisi par l'UMP est presque assuré de devenir président de la République, la primaire sera bien l'élection décisive pour la droite.

Rien n'est gagné pour Sarkozy. Il espérait revenir en sauveur de l'UMP, capable de mettre un terme aux divisions qui ont ridiculisé et paralysé l'UMP pendant deux ans. Comme le montrent les différents sondages et le camouflet infligé à son candidat, Raffarin, au poste de président du Sénat, Sarkozy est loin de faire l'unanimité dans son propre camp. Les hésitations de la droite et de la bourgeoisie sont visibles jusque dans les

unes du *Figaro*, journal qui n'est plus dévoué à la Sarkozie et veille à l'équilibre entre les prétendants de droite. Contre Sarkozy, il y a d'abord ses affaires judiciaires qui vont des sondages de l'Élysée jusqu'au trafic d'influence, en passant par l'affaire Bygmalion. Les dernières suspicions de corruption qui entourent une vente d'hélicoptères au Kazakhstan en 2012 laissent supposer qu'il y a là une source intarissable d'ennuis pour Sarkozy.

Dans l'immédiat, Sarkozy cherche à mettre la main sur l'appareil de l'UMP en soignant son image droitière. Même en devenant le président de ce parti, en situation d'organiser la primaire à sa convenance, il n'est pas sûr de remporter cette dernière contre un Juppé qui essaie de se donner un profil plus rassembleur en louchant vers le centre.

La guerre entre Fillon, Juppé et Sarkozy est déclarée et laisse présager des moments sanglants. Du point de vue des travailleurs, tous ces représentants de la bourgeoisie se valent. De la même façon que Hollande a prolongé la politique de Sarkozy en pire pour les travailleurs, ils prolongeront celle de Hollande toujours en pire contre les exploités.

Le Front national est le seul parti à tirer profit de l'écœurement et de la défiance envers les politiciens. Pour le moment, ses succès se situent essentiellement sur ce terrain électoral. Ceux-ci ne sont pas les seuls fruits de la stratégie de dédramatisation de Marine Le Pen. La présence de Le Pen au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2002 en était déjà l'expression.

Le Pen père, ancien parachutiste et tortionnaire de la guerre d'Algérie, fervent de l'OAS, aura réussi à unifier sous sa houlette les éléments disparates de toutes les nuances de l'extrême droite, c'est-à-dire une multitude de chapelles qui vont de groupuscules se réclamant de l'héritage fasciste aux courants royalistes, des courants traditionnalistes de l'Église à l'extrême droite laïque, des gaullistes les plus réactionnaires aux pétainistes. Cet amas réactionnaire a formé le premier noyau du FN, et nombre de cadres et de piliers actuels en sont issus.

Avec sa politique de « dédramatisation », Marine Le Pen a élargi le cercle en séduisant une frange de l'électorat des partis de la droite classique. En quelque sorte, elle voudrait réussir, mais à l'envers, le phénomène électoral qui a permis à Sarkozy d'arriver au pouvoir en 2007 grâce aux votes d'une partie de l'électorat frontiste. Pour en mesurer la portée, il faut cependant rappeler qu'une bonne partie de l'électorat de droite s'est déjà retrouvée derrière un « unificateur » aux idées d'extrême droite. Ce fut le cas d'une certaine façon de De Gaulle avec le RPF au début

des années 1950 et plus encore de Pujade un peu plus tard, ou de Tixier-Vignancourt le temps d'une seule élection présidentielle.

Pour rassembler plus largement à droite, Marine Le Pen s'appuie sur une nouvelle génération représentée par celui qui est devenu son bras droit, Philippot. Philippot est un énarque et un ex-haut fonctionnaire entré au FN en 2011 après avoir été influencé par Chevènement. Lui qui se présente comme « républicain, démocrate et patriote » est la nouvelle vitrine sans tache du FN. Quand Le Pen père fait l'éloge du régime de Vichy, Philippot, lui, va à Colombey fleurir la tombe du général De Gaulle. Quand Jean-Marie Le Pen se laisse aller à de nouvelles saillies nauséabondes, il en prend le contre-pied pour en désolidariser le FN.

Des périodes de décomposition suivies de recompositions ont marqué l'histoire de la droite et de l'extrême droite depuis la guerre. Cette histoire est le reflet de la situation politique à des moments donnés. Il n'y a pas là de phénomène nouveau. La nouveauté de la période actuelle, c'est que l'influence électorale de l'extrême droite s'accroît dans le monde ouvrier.

Il a toujours existé dans ce pays un électoral ouvrier de droite. Le changement réside dans le fait que des ouvriers de gauche qui étaient attachés, soit au PS, soit au PC, envisagent de donner leurs voix au FN. Les cas d'électeurs qui ont voté Hollande dès le premier tour de la présidentielle et qui ont voté FN aux Européennes montrent que les électeurs peuvent passer de l'un à l'autre sans que cela leur pose problème. C'était chose difficile à imaginer il y a peu. Que nombre d'ouvriers ne soient plus choqués par la démagogie de Le Pen et que certains se retrouvent dans son populisme témoigne tout à la fois du rejet violent du PS au pouvoir et d'une dépolitisation profonde.

L'écho électoral que trouve Marine Le Pen dans l'électorat ouvrier est en quelque sorte le dernier avatar des illusions électoralistes dans la classe ouvrière. Dégoûtée par le résultat désastreux de leurs illusions électoralistes envers les partis de gauche dans un contexte d'évolution réactionnaire des choses, une fraction de l'électorat ouvrier se tourne vers « celle qu'on n'a jamais essayée ». En écartant le FN des combinaisons politiques de la droite, les partis de droite, et en particulier le mouvement gaulliste et ses héritiers, lui ont finalement permis de capitaliser le rejet des coterie politiques qui se succèdent au pouvoir.

Si le FN a gagné en respectabilité aux yeux de la bourgeoisie, son programme ne convient pas à cette dernière dans la période présente. La bourgeoisie ne craint évidemment rien du Front national. Même les déclarations contre les banquiers

n'ont pas de quoi l'inquiéter tant Marine Le Pen se montre disposée à tout faire pour rembourser la dette. Mais le programme mis en avant par Le Pen, centré sur le protectionnisme ou la sortie de l'euro quand ce n'est pas la sortie de l'Union européenne, ne correspond pas aux intérêts actuels de la bourgeoisie. Bien sûr, si le Front national était associé au pouvoir, la bourgeoisie le forcerait à mettre de l'eau dans son vin mais, pour le moment, la bourgeoisie lui préfère l'UMP.

Rien ne dit que Marine Le Pen se contentera de demi-réussites et qu'elle s'en tiendra aux voies institutionnelles pour avoir sa part de pouvoir. Rien ne dit non plus qu'elle parviendra à contrôler toutes les forces qu'elle contribue à mettre en mouvement. Car derrière les sourires de Madame Le Pen, une autre faune s'agite et attend son heure. Il y a ces groupuscules néonazis, qui ont déjà plusieurs meurtres à leur actif et dont la spécialité est de se faire la main sur les immigrés, les homosexuels ou les gauchistes. Marine Le Pen s'en démarque, mais ce sont bien ses succès électoraux qui les encouragent et les confortent.

L'évolution ultérieure dépendra en dernier ressort de l'aggravation de la crise, des mécontentements et des colères qu'elle est susceptible d'engendrer. Le simple renforcement du FN en tant que force électorale pèsera dans un sens défavorable à la classe ouvrière, à ses organisations et à ses libertés. Il constitue un encouragement pour les forces les plus violemment opposées au mouvement ouvrier et au communisme, en même temps qu'il leur offre un milieu de recrutement.

Notre expérience militante, pour limitée qu'elle soit étant donné nos forces, montre cependant que les travailleurs influencés par le FN le sont pour l'essentiel par désorientation, perte de repères, dont sont responsables les partis dans lesquels ils se reconnaissaient. Il est encore possible, s'agissant d'individus, de contrecarrer cette évolution en militant pour une perspective radicalement opposée à celle du FN et des autres, qui défendent le maintien de l'ordre capitaliste. S'opposer cependant à la « résistible ascension » même simplement électorale du FN et, à plus forte raison, empêcher que son influence sorte du terrain électoral, dépend de l'évolution ultérieure de la lutte de classe et de la rapidité avec laquelle la classe ouvrière retrouvera confiance en sa force et conscience de ses tâches politiques.

Tant que les masses ne bougeront pas, tant que les travailleurs n'auront pas confiance dans leurs propres forces, elles chercheront parmi les hommes et les femmes politiques ceux capables

de représenter des alternatives. Le spectacle politique et le terrain électoral tiendront lieu de vie politique. Ce n'est évidemment pas sur ce terrain que les travailleurs pourront faire valoir leurs intérêts. Mais un parti communiste révolutionnaire ne choisit pas les circonstances dans lesquelles il milite. Il a une politique à défendre dans toutes les situations, y compris celles qui ne sont pas révolutionnaires et où la combativité est au plus bas.

Les multiples soubresauts sociaux, leurs contradictions et leurs impasses illustrent l'impasse de l'organisation capitaliste de la société dans son ensemble. Il ne s'agit pas seulement de la crise des grands partis politiques dont l'alternance au pouvoir représente l'essence de la démocratie bourgeoise. Ce n'est que l'écume des choses. À la place des partis déconsidérés, la société bourgeoise est tout à fait capable d'en faire surgir de nouveaux. La crise de l'économie capitaliste et ses conséquences sont révélatrices de l'incapacité de la grande bourgeoisie non seulement à faire avancer la société mais à en empêcher la décomposition. Au lieu d'ouvrir une perspective pour la société, les mécontentements, les colères, les frustrations alimentent, au contraire, les repliements communautaires, ethniques ou religieux, la montée de la violence stérile.

La crise sociale elle-même, sur laquelle finira par déboucher la crise économique, aggravera la décomposition sociale faute d'un parti représentant les intérêts politiques de la classe ouvrière jusqu'à leur aboutissement ultime : le renversement révolutionnaire du pouvoir de la bourgeoisie et de ses fondements, la propriété privée, le marché et la concurrence.

Les frustrations, les colères de nouvelles générations de jeunes se transforment aujourd'hui comme dans le passé en volonté d'agir. Mais cette volonté d'agir se disperse au mieux dans des combats partiels, limités, un jour contre un aéroport, un autre contre un barrage, sans même parler de ceux qui sont déboussolés au point de se perdre en se mettant au service des causes réactionnaires les plus barbares.

Il faut redonner à cette jeunesse la perspective de la transformation de la société qui ne pourra réussir qu'avec sa contribution.

Il n'y a rien de plus exaltant parmi nos tâches que de redonner aux nouvelles générations l'idéal d'une société sans exploitation, sans oppression, d'une société communiste, et la conviction qu'elle est réalisable et, plus même, qu'elle est indispensable pour l'avenir de l'humanité.

7 novembre 2014

Eugene Debs : il parlait à la classe ouvrière et au nom de la classe ouvrière

L'article ci-dessous est traduit du périodique Class Struggle (n° 83, août-octobre 2014) publié par l'organisation trotskyste américaine The Spark. Eugene Debs, né le 5 novembre 1855 à Terre Haute dans l'Indiana, mort le 20 octobre 1926 à Elmhurst dans l'Illinois, a été toute sa vie un militant de la classe ouvrière. D'abord syndicaliste puis socialiste, toujours aux côtés des grévistes, il a été cinq fois candidat à l'élection présidentielle pour le Parti socialiste. Il a utilisé toutes les campagnes électorales à convaincre les travailleurs de la nécessité et de la possibilité du socialisme. Ses discours contre la Première Guerre mondiale et ses exhortations à mener la guerre de classe lui ont valu la prison. Contrairement à bien des dirigeants socialistes, il est resté fidèle à ses idées et il a joué un rôle important dans le mouvement ouvrier américain.

Le 14 septembre 1918, Eugene Debs s'adresse à la cour en ces termes : *« Tant qu'il y a une classe défavorisée, j'en suis ; tant qu'il y a des criminels, j'en suis ; et tant qu'il y a un homme en prison, je ne suis pas libre... Dans la lutte, la lutte incessante entre ceux qui produisent et leurs exploités, j'ai essayé de servir ceux parmi lesquels je suis né, dont je veux partager le sort jusqu'à la fin de mes jours... Ce matin, je pense aux hommes des ateliers et des usines ; je pense aux femmes qui, pour un salaire dérisoire, sont contraintes de passer leur vie à travailler ; aux petits enfants qui, dans ce système, sont privés de leur enfance... Je n'ai jamais mieux compris que maintenant la grande lutte entre la puissance des rapaces d'une part, et de l'autre les armées de la liberté. Je vois l'aube d'un jour meilleur pour l'humanité. Le peuple s'éveille. Le moment venu, il s'imposera. »*

Debs venait, en vertu de la loi sur l'espionnage, d'être reconnu coupable d'obstruction à la campagne de recrutement de la Première Guerre mondiale. Il était face à la cour pour entendre la sentence. Comme pendant le procès, il refusa de revenir sur sa condamnation du système capitaliste responsable de la guerre.

Au procès, Debs ne présenta aucun témoin, et ne contesta pas la thèse de l'accusation. *« Je n'ai pas un tempérament à nier la vérité... J'avoue être opposé à la forme actuelle de gouvernement. J'avoue être opposé au système social actuel. Je fais mon possible, depuis de nombreuses années, pour déclencher le mouvement qui en finira avec l'oppression du plus grand nombre par une classe relativement peu nombreuse, et qui établira dans ce pays une démocratie ouvrière et sociale. »*

Il se situait dans le même camp que les bolcheviks, le camp de ceux qui venaient de diriger la révolution de la classe ouvrière en Russie. *« Il*

se peut que les bolcheviks tant méprisés finissent par échouer, mais laissez-moi vous dire qu'ils ont écrit un chapitre d'une histoire glorieuse. Cela sera porté à jamais à leur crédit. »

Il défendait tous ceux qui, socialistes, anarchistes, membres des Industrial Workers of the World (Travailleurs industriels du monde, IWW), syndicalistes, pacifistes, avaient été traduits en justice pour opposition à la guerre, fier de partager leur sort en prison.

Et il répétait qu'il ne changerait pas un mot de ses déclarations contre la guerre, et que le Parti socialiste ne le devrait pas non plus. Il continuait à dire aux gens, en particulier aux travailleurs de tous les pays : *« Arrêtez d'aller à la guerre. Arrêtez de vous entretuer pour le profit et la gloire des classes dirigeantes. »*

Il fut condamné à dix ans d'incarcération et jeté dans une prison fédérale, officiellement pour un discours prononcé à Canton (Ohio) en juin 1918, mais sans aucun doute aussi pour avoir utilisé son énorme prestige auprès des travailleurs et des agriculteurs, dans une campagne de réunions dans tout le pays où il prononça des discours, non seulement pour dénoncer la guerre, mais surtout pour appeler les travailleurs à s'enrôler dans la guerre des opprimés contre leurs oppresseurs.

Plus tôt dans l'année 1918, lorsque la presse publia l'information que Debs était sur le point de soutenir la guerre – comme un certain nombre d'autres socialistes et la plupart des dirigeants syndicaux l'ont fait – il affirma : *« Il y a des années, j'ai déclaré que la seule guerre dans laquelle je m'engagerai serait celle des travailleurs du monde contre les exploités du monde. Je déclare en outre que la classe ouvrière n'a aucun intérêt dans les guerres de conquête et de rapine déclarées et menées par les classes dirigeantes des différents pays les unes contre les autres. »*

C'est ma position aujourd'hui. »

La position de Debs pendant le procès était en harmonie avec toute sa vie. Il se considérait comme faisant partie de ce qu'il appelait la « classe inférieure » ; il parlait comme un travailleur. Et durant sa vie adulte, quand un enjeu devenait clair pour lui, il en tirait les conséquences : il ne se déroba pas devant une lutte nécessaire, et, quand il voyait les travailleurs engagés dans un combat, il était toujours de leur côté.

Certes, il n'est pas né socialiste révolutionnaire. Comme les travailleurs d'aujourd'hui, il a grandi dans un pays où il n'y avait pas de parti ouvrier organisé, ni de mouvement socialiste à proprement parler, ni de véritable tradition. Mais dès le début, il chercha toujours ce qui lui sembla être la meilleure façon pour les travailleurs d'organiser leur défense dans un système dominé par la richesse. Et, ce qui est le plus important, quand il s'était engagé dans une impasse, il savait le reconnaître et passer à une vision plus large des problèmes, de plus en plus fondée sur sa compréhension que la classe ouvrière avait le pouvoir de détruire la vieille société capitaliste corrompue à l'origine des problèmes, et était capable de construire une nouvelle société.

D'EMPLOYÉ D'UNE MUTUELLE À FONDATEUR DU PARTI SOCIALISTE

Renvoyé à 18 ans des chemins de fer, Debs fut rapidement engagé par l'une des fraternités des chemins de fer, la Fraternité des chauffeurs de locomotives, dont l'activité principale consistait à organiser une assurance-vie bon marché pour les chauffeurs, ce qui illustre le danger mortel du travail dans les chemins de fer à cette époque. Debs enregistrait les versements des travailleurs auprès de l'assurance et traitait les demandes déposées par les veuves dont les maris étaient morts au travail. Au début, en accord avec les politiques conservatrices des fraternités des chemins de fer, il adopte leur position selon laquelle les différends doivent être réglés par la « raison et le compromis », et non par la grève, qu'il dénonçait comme « anarchie et révolution ».

À la même époque, Debs, candidat démocrate, remporta une victoire et devint deux fois chef des services municipaux de Terre Haute (Indiana), puis membre de l'assemblée législative de l'État de l'Indiana. Il arriva au Parlement avec des propositions de loi rédigées sur l'indemnisation des travailleurs victimes d'accidents du travail. Ses propositions ne furent jamais soumises au vote. À l'Assemblée, il se rangea au côté des républicains lorsqu'ils présentèrent un projet de loi abolissant toute distinction de race et de couleur dans les lois de l'Indiana. Le projet fut repoussé. Il se joignit à

ceux qui voulaient légaliser le vote des femmes dans l'Indiana. Ils perdirent. Il décida alors de ne plus se représenter.

Avec d'autres à cette époque, Debs commença à reconsidérer le postulat que les fraternités et autres syndicats de métier ne devaient être que des organismes d'assurance. En fait, ils étaient désertés par les travailleurs qui démarraient une vague de grèves. Alors que la révolte des travailleurs grandissait, Debs commença à dénoncer les entreprises responsables de la violence liée aux attaques contre les grèves. Mais il conserva encore l'illusion qu'il pourrait y avoir sous le capitalisme « un salaire équitable pour une journée de travail équitable », qu'il pourrait y avoir une sorte de « compromis » entre les chemins de fer et les cheminots, qui servirait leurs intérêts communs. Et il croyait toujours qu'avec de « l'intelligence » et de la « raison » des deux côtés, les grèves pouvaient être évitées.

Mais ses illusions furent ébranlées. Quand Debs vit que les chemins de fer faisaient pression pour diminuer les salaires, il commença à se joindre aux combats des travailleurs, et déclara : « *La grève est l'arme des opprimés, des hommes en état de comprendre la justice, d'avoir le courage de s'opposer à l'injustice et de lutter pour leurs principes* ».

Quand, les unes après les autres, les grèves des confréries ou d'autres syndicats de métier des chemins de fer subirent la répression violente et les attaques des briseurs de grève, y compris des membres d'autres confréries, Debs se lança à corps perdu dans le regroupement des différentes confréries des chemins de fer et syndicats de métier en une seule fédération des cheminots.

En butte à la réticence des dirigeants des syndicats de métier devant une telle proposition, au moment même où les chemins de fer combattaient les travailleurs avec les méthodes les plus vicieuses, il tenta, avec d'autres, de rassembler tous les cheminots inorganisés dans un grand syndicat industriel, le Syndicat américain des chemins de fer (American Railway Union, ARU). Debs partageait l'idée de beaucoup de ces travailleurs, qu'un syndicat unique de tous les cheminots leur donnerait la possibilité de bloquer les chemins de fer, convainquant ainsi les compagnies qu'elles n'avaient pas d'autre choix que le compromis avec les travailleurs.

Les événements prouvèrent bientôt le contraire. Les travailleurs de la région de Chicago, durement frappés par des réductions de salaire, furent contraints à une grève chez Pullman, une entreprise qui fabriquait des wagons pour les chemins de fer. Les militants du Syndicat américain des chemins de fer (ARU) nouvellement formé, réunis

dans un congrès de fondation, voulaient organiser un boycott de tous les trains comprenant des wagons Pullman, à la fois pour soutenir les travailleurs Pullman en grève et, en même temps, pour construire l'ARU. Debs, en désaccord avec la proposition, insista sur le fait que l'ARU n'était pas encore assez fort. Mais, comme il ne put convaincre les délégués, il se rallia à la lutte. La grève Pullman de 1894 et le boycott furent parmi les luttes les plus acharnées de cette période. Elle s'étendit rapidement et bloqua une bonne partie du transport par chemin de fer, d'abord dans la région de Chicago, un centre ferroviaire, puis dans bien d'autres régions du pays.

Le gouvernement fédéral, présidé par le démocrate Cleveland, envoya les troupes à Chicago, les mettant à la disposition des chemins de fer, qui usèrent massivement de violence contre les grévistes et ceux qui rejoignirent le boycott par solidarité. 30 personnes furent tuées, deux fois plus blessées et plus de 700 arrêtées. Les dirigeants de la plupart des syndicats de métier s'opposèrent à la grève, et même la dénoncèrent et demandèrent à leurs membres de travailler. Trois semaines après le début de la grève, le gouvernement émit contre Debs et d'autres dirigeants du mouvement une injonction exigeant que le Syndicat américain des chemins de fer cesse la grève. Ils refusèrent et finirent dans la prison du comté de Cook, à Chicago, où Debs, pour la première fois, fut témoin des conditions lamentables imposées aux détenus.

L'incarcération de tous les dirigeants de la grève désorganisa les travailleurs, et cela, combiné avec les violentes attaques et dénonciations des dirigeants d'autres syndicats de cheminots, contribua à l'effritement de la grève. Les travailleurs durent retourner chez Pullman reprendre le travail; un quart ne revint pas. Et la plupart des travailleurs actifs pendant la grève se retrouvèrent sur une liste noire et interdits d'embauche dans les chemins de fer.

La grève fit revenir Debs sur plusieurs de ses certitudes politiques. Démocrate jusqu'alors trois fois en campagne pour Grover Cleveland, il vit ce dernier utiliser la présidence pour envoyer les troupes et employer la violence et la prison pour casser la grève. Debs se déclara alors populiste : *« Je suis favorable à l'extinction des deux vieux partis, afin qu'ils ne reviennent jamais au pouvoir. J'ai été un démocrate toute ma vie et j'ai honte de l'admettre. Je veux que chacun d'entre vous se rende aux urnes et vote pour le camp populiste. »*

À la fin de l'année, il fut à nouveau mis en prison pour y purger une peine de six mois pour violation de l'injonction. Il y a longtemps eu une sorte de mythe à propos de ces six mois. Debs

serait entré en prison démocrate et en serait sorti socialiste. Il n'aurait jamais changé d'un iota sa position politique par la suite, comme si quelques visites de socialistes à sa petite cellule et ses six mois de solitude l'avaient transformé.

Quoi qu'il soit arrivé dans cette cellule, il est clair que la brutalité de la société capitaliste le frappa pendant la grève. Comme il l'avait fait auparavant, et a continué à le faire plus tard, il chercha à s'évader des limites imposées à son activité par ses propres positions politiques. C'est tout d'abord à l'honneur de Debs d'avoir pu le faire, mais c'est aussi un triste constat de l'état lamentable du mouvement ouvrier dans ce pays, qu'il ait fallu ces coups successifs pour qu'il en vienne enfin aux positions qu'il a prises. Il y avait peu de tradition de diffusion des idées socialistes dans la classe ouvrière américaine. Dans la mesure où elles existaient, les idées socialistes ne circulaient souvent que chez les immigrants récents en provenance d'Europe, notamment d'Allemagne. Et cette tradition était enfermée dans un ghetto linguistique, séparé de la vie du reste de la classe ouvrière.

Debs finit par se familiariser avec les idées de Marx et d'Engels, et il commença à les étudier. Il ne suivit pas une ligne droite. En 1895, avec plusieurs autres anciens membres du Syndicat américain des chemins de fer, il signa une déclaration en faveur de « la propriété collective des moyens de production et de distribution », proposant d'établir une organisation politique de la classe ouvrière sur la base de cet objectif. Mais en 1896 il revint dans le train du Parti démocrate quand son candidat William Jennings Bryan absorba non seulement une partie de la plate-forme politique des populistes – en particulier le « *free silver* » (la libre frappe de la monnaie) et leur aversion pour l'étalon or – mais aussi beaucoup de leurs militants. Mais l'année suivante, en 1897, Debs déclara : *« La question est celle de l'opposition entre le socialisme et le capitalisme. Je suis pour le socialisme parce que je suis pour l'humanité. La malédiction du règne de l'or dure depuis assez longtemps. L'argent ne peut constituer le fondement d'une civilisation. Le temps est venu de régénérer la société, nous sommes à la veille d'un bouleversement universel. »*

Même si son langage ressemblait plutôt à celui des prédicateurs ambulants qui parcouraient le pays à la fin du 19^e siècle, Eugene Debs commença à comprendre que la classe ouvrière devait s'organiser politiquement, et que le problème n'était pas de réformer le capitalisme, mais d'en finir avec lui et de le remplacer.

Avec quelques militants partis de l'ARU et d'autres, Debs contribua à former l'ancêtre du

Parti socialiste, appelé Social-démocratie d'Amérique (Social Democracy of America), qui décida rapidement de fonder une communauté coopérative dans l'un des États de l'Ouest, offrant aux travailleurs la perspective de devenir les pionniers d'un genre précurseur de communauté. Peu acceptèrent l'offre.

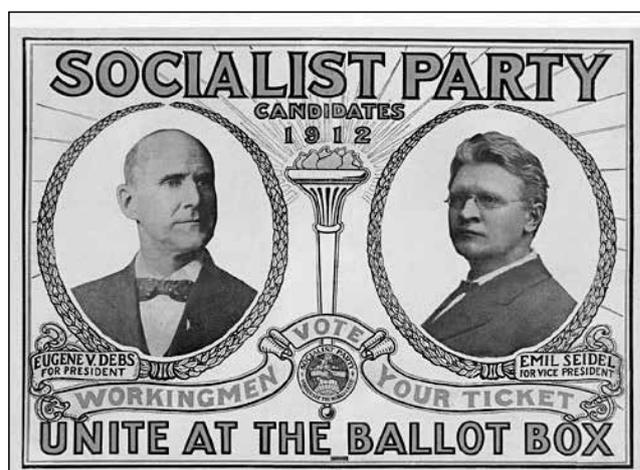
Beaucoup de ces militants, dont Debs, vont ensuite former d'abord le Parti social-démocrate, puis le Parti socialiste. En 1903, en réponse à une proposition de construction d'une organisation composée de « *partisans de l'impôt unique, de socialistes et de syndicalistes antisocialistes* », Debs put dire : « *Je suis depuis longtemps déterminé à m'en tenir à la question principale et à rester sur la route principale, quelque séduisants que puissent paraître les chemins de traverse.* » Le reste de sa vie, Debs resta fidèle à cette question principale, à ce qu'il appelait la « pure question de classe », il examina tous les problèmes « en termes de classe ouvrière contre classe capitaliste ».

Toujours engagé en faveur d'une organisation industrielle de la classe ouvrière, contre le corporatisme de la principale fédération, l'American Federation of Labor de Samuel Gompers, Debs fut à l'origine des IWW. Plus tard, il les quitta discrètement, en désaccord avec leur insistance à proclamer que la classe ouvrière n'a pas besoin de s'organiser politiquement. Mais il défendit toujours l'IWW contre les nombreux coups qui lui furent portés.

PROPAGANDISTE DU SOCIALISME

Le Parti socialiste, dans la formation duquel il a joué un rôle, a offert à Debs une tribune. Il commença à parcourir systématiquement le pays, présentant les idées du socialisme aux travailleurs et aux agriculteurs des petites villes du Midwest, puis de la plus grande partie du pays. Debs se réalisa pleinement dans ce rôle. Il s'adressait à des gens avec qui il avait grandi. Il savait comment les toucher. Mais il voulait aussi les éduquer, leur faire comprendre le genre de société qu'ils pourraient construire, une société socialiste. Il voulait les rendre conscients de leur propre pouvoir. Ses prises de parole n'étaient pas de petits discours express, quelques minutes ici, quelques minutes là-bas. Elles duraient souvent deux heures ou plus, au cours desquelles il développait la notion de société socialiste, pour des travailleurs entendant parler de socialisme pour la première fois.

Il prenait la parole partout, dehors dans des champs, sous des chapiteaux, dans des campements d'une semaine où les fermiers et les gens des petites villes installaient leurs tentes pour l'écouter. Il recrutait en masse au Parti socialiste des gens ordinaires, des travailleurs et des



Debs (à gauche), candidat socialiste à l'élection présidentielle de 1912 : «Travailleurs, votez pour vos candidats - Unissez-vous dans les urnes».

paysans pauvres. De leur côté, ces personnes trouvaient un leader politique qui parlait à la classe ouvrière et pour elle, de son point de vue, de sa place dans la société capitaliste, et de sa capacité à créer une nouvelle société.

Il se rendit dans des grèves dures, en essayant de soutenir le moral des travailleurs attaqués. Il voyait clair et disait qu'il y avait une guerre en cours, une guerre des travailleurs du monde contre les exploités du monde. En 1914, quand une milice privée attaqua un camp de travailleurs en grève dans une mine appartenant à Rockefeller à Ludlow (Colorado), tuant 13 personnes, tous des femmes et des enfants, il appela les mineurs à créer une « *caisse de défense armée, à même de fournir à chaque membre la dernière carabine de gros calibre, identique à celle utilisée par les hommes de main des patrons, et 500 cartouches... Vous ne devriez pas avoir plus de scrupules à les tuer [les tueurs à gages des entreprises] que s'ils étaient autant de chiens enragés ou de serpents à sonnette menaçant vos maisons et votre communauté.* » Il ajouta que sa déclaration avait été faite « sciemment » et qu'il était « *responsable de chacun de ces termes... Nous sommes pour la paix, et nous sommes irrémédiablement opposés à la violence et à l'effusion de sang quand ils peuvent être évités, par tous les moyens possibles, en dehors de l'humiliation complète et de l'abaissement de soi-même... Mais quand la loi échoue et devient en fait le rempart de la criminalité et de l'oppression, alors un appel à la force est non seulement moralement justifié, mais devient un devoir patriotique.* »

Il prit la parole dans les meetings pour la défense de grévistes arrêtés, ou pour la défense de membres de l'IWW et de militants politiques de plus en plus souvent victimes de la violence de milices privées.

Lorsque le président Woodrow Wilson envoya

les marines américains au Mexique en 1914, Debs dénonça l'action qui ne visait qu'à « *protéger la propriété mal acquise de la Standard Oil Company... Les citoyens américains qui choisissent de vivre et d'investir leur argent dans des pays étrangers doivent le faire à leurs propres risques, et pas au risque de la vie de nos soldats.* »

Il devint l'homme politique le plus connu du pays parmi les ouvriers et les paysans pauvres. Il était normal que le Parti socialiste le désigne comme candidat à la présidence en 1904, 1908 et 1912. Dans le cas de Debs, les campagnes électorales étaient peu différentes de ses autres campagnes. Il formait la classe ouvrière à la nécessité et la possibilité du socialisme.

En 1916, il refusa d'être candidat. Certains autres dirigeants du Parti socialiste, inquiets de l'agitation de Debs contre de la guerre, furent soulagés. La guerre, qui avait commencé en Europe en 1914, devenait de plus en plus une réalité aux États-Unis, et une campagne dite de « préparation » se développait, pour préparer la population à accepter l'entrée en guerre du pays.

Debs commença à se pencher sur le redoublement de la propagande belliciste. Comme à son habitude, il relia la guerre à la guerre de classe engagée dans le pays. « *Je ne vois pas de flibustier étranger qui pourrait plus dépouiller les travailleurs américains que ne le font actuellement les Rockefeller et leurs copains pirates. Les travailleurs n'ont pas de patrie à défendre. Elle appartient aux capitalistes et aux ploutocrates. À eux de s'inquiéter pour sa défense et, puisque ce sont eux seuls qui déclarent les guerres, qu'ils y aillent eux-mêmes et se massacrent les uns les autres sur le champ de bataille.* »

En 1916, il fut le candidat au Congrès à Terre Haute dans l'Indiana. Pendant sa campagne, on lui demanda s'il était opposé à toutes les guerres. Debs n'était pas, comme beaucoup au sein du Parti socialiste, homme à éluder la question. Il déclara : « *Je ne suis pas un soldat capitaliste ; je suis un révolutionnaire prolétarien... Je suis opposé à toutes les guerres sauf une, pour laquelle je suis engagé cœur et âme ; c'est la guerre mondiale pour la révolution sociale. Dans cette guerre, je suis prêt à combattre autant que la classe dirigeante le rendra nécessaire, jusqu'aux barricades.* »

Comme les États-Unis s'apprêtaient à engager leurs troupes dans la Première Guerre mondiale, guerre de partage du monde, le Parti socialiste commença à se diviser sur la question. Plusieurs de ses dirigeants les plus en vue, autres que Debs, tergiversèrent sur la question du soutien à la guerre. La plupart des syndicats se rallièrent au soutien de l'entrée des États-Unis dans la guerre,

et le gouvernement organisa une campagne intensive d'arrestations, d'intimidations et de violences extrajudiciaires contre les syndicalistes qui ne le firent pas. Les membres de l'IWW furent particulièrement visés. Les journaux radicaux disparurent, rapidement supprimés après le retrait de leurs privilèges postaux. Des éditeurs furent mis en prison sous des accusations d'« incitation à la sédition ». Des milices et des troupes furent lancées dans une campagne pour briser les grèves. C'était une attaque tous azimuts.

L'un après l'autre, les radicaux connus furent jetés en prison. Dans un premier temps, Debs ne fut pas touché, comme si les autorités en avaient craint des conséquences. Il continua de mener campagne contre la guerre, la reliant à ce que la classe ouvrière avait à faire dans ces circonstances pour se défendre. Quand il fut finalement arrêté, il y eut un énorme tollé.

Dans presque tous ses discours, il demandait aux travailleurs qui continuaient à venir l'écouter de prendre leurs responsabilités vis-à-vis d'eux-mêmes et de leur propre classe.

Dans le discours de Canton, dans l'Ohio, après lequel il fut arrêté, il appela le public à rejoindre le Parti socialiste en ces termes :

« *Ils vous ont toujours enseigné à croire que c'est votre devoir patriotique d'aller à la guerre et d'être abattus sous leurs ordres. Mais, dans toute l'histoire du monde, vous, le peuple, n'avez jamais eu voix au chapitre lors des déclarations de guerre et, aussi étrange que cela paraisse, aucune guerre dans aucun pays, dans aucune époque, n'a jamais été déclarée par le peuple.*

Et je voudrais souligner ici le fait, et on ne le dira jamais assez, que la classe ouvrière qui combat dans toutes les batailles, la classe ouvrière qui fait les sacrifices suprêmes, la classe ouvrière qui verse à flots son sang et fournit les cadavres, n'a jamais encore eu son mot à dire dans les déclarations de guerre ou les traités de paix. C'est la classe dirigeante qui fait toujours les deux. Elle seule déclare la guerre et elle seule fait la paix.

« *Vous n'avez pas à savoir pourquoi.*

Vous n'avez qu'à la faire et à mourir. »

C'est leur credo, et nous, les travailleurs conscients de cette nation, nous ne sommes pas d'accord.

Vous devez, en particulier maintenant, savoir que vous méritez mieux que d'être des esclaves et de la chair à canon. Vous devez savoir que vous n'avez pas été créés pour travailler, produire et vous appauvrir, dans le seul but d'enrichir un exploitateur oisif. Vous devez savoir que vous avez un esprit à améliorer, une âme à développer, et une humanité à soutenir.

Vous devez savoir qu'il est de votre devoir de

vous élever au-dessus du niveau animal, d'avoir des connaissances en littérature, en science et dans les arts. Vous devez savoir que vous êtes au seuil d'un monde nouveau. Vous devez entrer en contact avec vos camarades et collègues et prendre conscience de vos intérêts, de vos pouvoirs et de vos capacités en tant que classe. Vous devez savoir que vous appartenez à la grande majorité de l'humanité.

Vous devez savoir que, tant que vous êtes ignorants, tant que vous êtes indifférents, tant que vous êtes apathiques, inorganisés et satisfaits, vous resterez là où vous êtes. Vous serez exploités, vous serez humiliés, et vous aurez à mendier un travail. En paiement de votre labeur servile, vous recevrez juste de quoi rester en état de travailler, et vous serez toisés avec dédain et mépris par les parasites mêmes qui vivent et se prélassent, grâce à votre sueur et votre travail mal rémunéré...

Il y a quelque chose de splendide, quelque chose de réconfortant et de stimulant dans l'élan du cœur pour être fidèle à soi-même et faire de son mieux, surtout dans un moment crucial de votre vie. Vous êtes le creuset aujourd'hui, camarades socialistes! Vous allez subir l'épreuve du feu; jusqu'à quel point, nul ne le sait. Si vous êtes faibles et timorés, vous serez perdus pour le mouvement socialiste. Nous serons obligés de vous dire adieu. Vous n'êtes pas de l'étoffe dont sont faits les révolutionnaires. Nous sommes désolés pour vous, sauf si vous avez la chance d'être un "intellectuel". Les "intellectuels", beaucoup d'entre eux sont déjà partis. Ni perte de notre côté ni gain de l'autre...

Entrez dans le Parti socialiste et prenez votre place dans ses rangs; aidez à insuffler du courage aux faibles et à donner de la force aux chancelants, et faites votre part pour accélérer la venue d'un jour plus lumineux et meilleur pour nous tous.

Ne vous inquiétez pas de l'accusation de trahison envers vos maîtres, mais soyez préoccupés par la trahison envers vous-mêmes. En étant fidèles à vous-mêmes, vous ne serez traîtres à aucune bonne cause sur terre.

Oui, le temps venu, nous prendrons le pouvoir dans ce pays et partout dans le monde. Nous détruirons toutes les institutions esclavagistes et dégradantes des capitalistes et en recréerons d'autres libératrices et humaines. Le monde change tous les jours sous nos yeux. C'est le crépuscule du capitalisme; c'est l'aube du socialisme. Il est de notre devoir de construire la nouvelle nation et la république libre. Nous avons besoin de bâtisseurs pour l'industrie et pour la société. Nous, socialistes, sommes les bâtisseurs du monde magnifique à venir. Nous sommes tous engagés à faire notre part. Nous vous invitons,

nous vous sommons cet après-midi, au nom de votre propre humanité, de nous rejoindre et faire votre part.»

Il n'y avait rien d'inhabituel dans ce discours. C'était le discours de deux heures que Debs avait fait pendant des années, parcourant le pays, parlant pour le socialisme. Mais cette fois, il était également lié à la question de la guerre.

Il demandait toujours à son auditoire de voir la situation telle qu'elle était vraiment, mais souvent d'une manière ironique, humoristique. Quand un perturbateur, lors de sa campagne de 1908, s'écria que voter pour Debs c'était gaspiller son vote, il répondit: «*C'est ça. Ne votez pas pour la liberté, vous risquez de ne pas l'obtenir. Votez pour l'esclavage, rien de plus facile à obtenir!*»

EN CAMPAGNE POUR LE SOCIALISME

Debs fut cinq fois candidat à la présidence des États-Unis, dont la dernière, alors qu'il était en prison après ce discours. Chaque fois, il a fait campagne sur la base de ce qu'il a exprimé lors de la campagne 1908: «*Le Parti socialiste est dans la course pour éduquer les ouvriers, et il ne veut pas d'une seule voix qui ne soit pas un vote pour le socialisme.*»

En 1911, il a accusé le Parti socialiste de comprendre «*bon nombre de membres qui considèrent qu'obtenir des voix est d'une importance capitale, peu importe par quelle méthode elles sont obtenues, ce qui les conduit à proposer des mesures et à présenter des arguments qui ne sont pas du tout compatibles avec l'esprit rigoureux et sans concession d'un parti révolutionnaire. C'est une trahison de considérer la plate-forme socialiste comme une machine à gagner des voix plutôt que comme un moyen d'éducation.*»

Telle a été sa position jusqu'à la fin de sa vie.

Certes, des aspects importants de la tradition révolutionnaire ont dépassé Eugene Debs; parmi les plus importants, peut-être, figure la stratégie d'organisation d'un parti révolutionnaire. Il a vu les problèmes politiques qui se développaient à l'intérieur du Parti socialiste, il les a éludés, sans jeter son poids dans la bataille pour corriger sa politique. Mais il aura toujours une place spéciale dans l'histoire du mouvement ouvrier. Il a apporté le socialisme, la politique de la classe ouvrière, à la classe ouvrière américaine, jusque dans tous ses discours électoraux. Et, à chaque moment clé, chaque grève, chaque combat, chaque attaque de militants par le gouvernement, l'invasion américaine du Mexique, la poussée de l'impérialisme américain pour entrer dans la Première Guerre mondiale pour sa part du butin, il est entré dans la lutte au côté de la classe ouvrière; il a pris ses décisions en fonction des intérêts de la classe ouvrière.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

(Texte des exposés faits au Théâtre de la Mutualité à Paris et à l'Espace Paris-Est à Montreuil)

Afrique

- **Afrique du Sud : de l'apartheid au pouvoir de l'ANC**
(n° 118, 29 janvier 2010)
- **L'Afrique malade du capitalisme**
(n° 104, 16 juin 2006)

Moyen-Orient

- **L'Iran après plus de trente ans de régime islamique**
(n° 119, 19 mars 2010)
- **Israël-Palestine : comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique** (n° 109, 1^{er} février 2008)
- **Liban : une création du colonialisme français dans un Moyen-Orient divisé par l'impérialisme**
(n° 99, 16 juin 2005)

Europe

- **La Grèce face à la crise** (n° 133, 14 juin 2013)
- **Italie : la classe ouvrière face au gouvernement Berlusconi... et à la politique des partis de gauche qui lui ont ouvert la voie**
(n° 127, 7 octobre 2011)
- **Allemagne : vingt ans après, où en est la réunification ?**
(n° 122, 19 novembre 2010)
- **Les anciennes Démocraties populaires aujourd'hui**
(n° 103, 28 avril 2006)

Russie

- **50 ans après la mort de Staline, 15 ans après la perestroïka, 11 ans après la disparition de l'URSS, où va la Russie ?** (n° 93, 25 avril 2003)

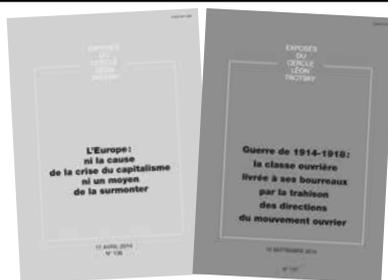
Amérique

- **Amérique latine : les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis**
(n° 105, 24 novembre 2006)

Asie

- **Afghanistan, Pakistan : toute une région déstabilisée par l'impérialisme**
(n° 128, 18 novembre 2011)
- **L'Inde : de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité**
(n° 102, 10 mars 2006)
- **La Chine : nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement ?**
(n° 101, 27 janvier 2006)

- **L'Europe : ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter**
(n° 136, 11 avril 2014)



- **Guerre de 1914-1918 : la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier**
(n° 137, 19 septembre 2014)

Face à la faillite du capitalisme, actualité du communisme

Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière (n° 115, 1^{er} trimestre 2009)

- On en parle...

- **La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines**
(n° 131, 22 février 2013)
- **La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière** (n° 130, 25 janvier 2013)
- **Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression** (n° 129, 16 novembre 2012)
- **Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement**
(n° 126, 13 mai 2011)
- **Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes**
(n° 125, 1^{er} avril 2011)
- **Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation** (n° 124, 4 mars 2011)
- **Les religions, l'athéisme et le matérialisme**
(n° 123, 28 janvier 2011)
- **Les syndicats hier et aujourd'hui** (n° 121, 15 octobre 2010)
- **Sport, capitalisme et nationalismes** (n° 120, 18 juin 2010)
- **La décroissance : faire avancer la société à reculons**
(n° 117, 10 décembre 2009)
- **La crise de 1929 et ses conséquences catastrophiques**
(n° 116, 14 octobre 2009)

France

- **L'enseignement public** (n° 114, 30 janvier 2009)
- **Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement** (n° 111, 13 juin 2008)
- **La grande bourgeoisie en France** (n° 110, 18 avril 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande

en joignant 5 timbres à 0,63 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

FRANCE

■ PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac
Paris 5^e

La Brèche
27, rue Taine
Paris 12^e

■ ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

■ ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

■ ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

■ ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

■ BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

■ BOURGES

« La Plume du Sarthate »
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

■ BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

■ CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

■ DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

■ DOLE

La Passerelle
16 bis, rue de la sous-
préfecture

■ GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

■ GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse « Le Berriat »
97, cours Berriat

■ IVRY-SUR-SEINE

Librairie « Envie de lire »
16, rue Gabriel-Péri

■ LA ROCHELLE

Librairie « Les Saisons »
21, rue Saint-Nicolas

■ LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

■ MARSEILLE

Librairie « L'Odeur du Temps »
35, rue Pavillon
Marseille 1^{er}

■ NANTES

Librairie « Vent d'Ouest »
5, place du Bon-Pasteur

■ RENNES

Tabac-presse « La Civette »
(Centre commercial des Longs
Champs)

■ ROUEN

Mag Presse
Rue Saint-Sever

■ SAINT-BRIEUC

Maison de la presse Agora
13, rue Saint-Guillaume

■ STRASBOURG

Tabac-presse de l'Esplanade
1, avenue du Général-de-Gaulle

■ TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

■ VALENCE

Librairie « Notre temps »
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

■ POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match
Grand Camp

LA DOMINIQUE

■ ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

■ PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

■ BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenaustr. 2a
Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

■ BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

■ VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

■ GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *LUTTE DE CLASSE* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à *LUTTE OUVRIÈRE*.

Lisez la presse révolutionnaire

<http://www.union-communiste.org>



AFRIQUE

Mensuel trotskyste publié par l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 Clichy Cedex
<http://www.uatci.org>



ALLEMAGNE

Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an : Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance : Das rote Tuch, Postfach 10 08 02, 45008 Essen
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>



BELGIQUE

Lutte Ouvrière / Arbeidersstrijd
Adresse : BP 62 5100 Jambes - Belgique
<http://www.lutte-ouvriere.be> et <http://www.arbeidersstrijd.be>



ESPAGNE

Correspondance: boletinvozebrera@yahoo.es - apartado de correos - 10210 - Sevilla
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS

Bimensuel trotskyste américain
Abonnement : par avion, sous pli fermé : USA, Canada, Mexique : six mois : 13 \$ - un an : 26 \$
Autres pays : 6 mois : 19 \$ - un an : 37 \$
PO box 13064, Baltimore, Maryland 21203 - <http://www.the-spark.net>



Revue trimestrielle publiée par *The Spark*
Abonnement : par avion, sous pli fermé : USA, Canada, Mexique : un an (4 numéros) : 16 \$
Autres pays : un an (4 numéros) : 25 \$
Adresse : PO box 13064, Baltimore, Maryland 21203



FRANCE

Hebdomadaire trotskyste - Prix : 1,20 €
Abonnements : France - DOM TOM : six mois : 20 € ; un an : 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé : nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org



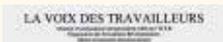
GRANDE-BRETAGNE

Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - London WC1N 3XX
Abonnement 1 an : GB £8 - Reste de l'Europe : £10
Mensuel
Abonnement : écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org> - contact e-mail : contact@w-fight.org



GUADELOUPE - MARTINIQUE

Bimensuel trotskyste - Guadeloupe - Martinique
Abonnement un an : Pli fermé : 30,50 f - Pli ouvert : 23 f
Guadeloupe : Combat Ouvrier
M. Philippe Anaïs - 1111 Rés. Matélie, l'Aiguille - 97128 Goyave
Martinique : Combat Ouvrier
Louis Maugée - BP 821 - 97258 Fort-de-France CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>



HAÏTI

Mensuel révolutionnaire internationaliste
publié par l'Organisation des Travailleurs Révolutionnaires (UCI)
vdtravailleurs@yahoo.fr - BP 2074 - Port-au-Prince - Haïti



ITALIE

Mensuel du Cercle Ouvrier Communiste
Via Luigi Ademollo 5/B - 57124 Livorno - Italia
Abonnement 1 an : 12 €
<http://www.linternazionale.it> - contact e-mail : l.internazionale@tin.it



TURQUIE

Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste turc
Correspondance : BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>

